

# LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 188 – Juin 2009

0,80 €

## Alors que la récession frappe de plus en plus durement les travailleurs

# A bas la répression du gouvernement contre les travailleurs, les étudiants et les jeunes de banlieue !

Alors que les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie, les travailleurs au pied du mur cherchent à se défendre par des grèves et occupations d'usines pour sauver leur emploi ou au moins améliorer les conditions de leur mise au chômage. La répression ne fait qu'augmenter en réponse. Toutes les semaines des militants ouvriers sont mis à pied ou doivent faire face à une procédure de licenciement, voire à des poursuites judiciaires lorsque des travailleurs ont laissé dans certains cas éclater leur colère en séquestrant leur patron ou en saccageant des institutions capitalistes comme, pour les travailleurs de Continental Clairoix, la sous-préfecture de Compiègne. Nous exigeons : *Levée des poursuites contre les militants syndicaux ! Une attaque contre un est une attaque contre tous ! Le mouvement ouvrier tout entier doit défendre ses militants !*



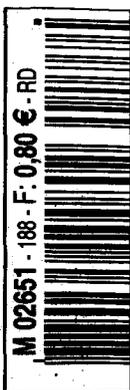
Pierre Trovel

Manifestation des Continental de Clairoix à Paris le 25 mars

La bourgeoisie s'inquiète de la faiblesse des appareils de la bureaucratie syndicale qui a parfois du mal à contrôler la base, et qui en fait cherche à canaliser la lutte dans des journées de protestation « unitaires » bien encadrées une fois par mois ou tous les deux mois. Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) social-démocrate d'Olivier Besancenot, et de même Lutte ouvrière, qui de plus en plus souvent dirigent les syndicats au niveau des usines, se plaignent occasionnellement de la timidité des bureaucrates, à quoi ils réagissent en proposant simplement de rendre ces journées un peu plus combattives : « *mettons le paquet ensemble, sans se détacher du front unitaire* » (éditorial de *Tout est à nous*, le journal du NPA, 7 mai). Ils servent ainsi de couverture aux trahisons des sommets de la

bureaucratie syndicale qui attend avec impatience la trêve estivale.

Il faut rompre avec les concessions sans fin que font accepter les bureaucrates syndicaux, dont la politique de collaboration de classes a conduit les syndicats dans l'état de faiblesse où ils se trouvent aujourd'hui. Il faut renforcer les syndicats, les organes élémentaires de la lutte économique des ouvriers sur le lieu de production, en luttant pour syndiquer les non-syndiqués, ce qui implique que les syndicats défendent les travailleurs précaires, intérimaires et à temps partiel et exigent les mêmes salaires et les mêmes droits que pour les autres ouvriers. Cela exige de lutter pour une direction révolutionnaire dans les syndicats et pour construire un parti ouvrier léniniste d'avant-garde, en opposition à LO ou au



## Pour un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde !

NPA. Ces derniers, eux, travaillent à un « tous ensemble » avec le PS, le PCF et divers petits partis *bourgeois*, comme les chevènementistes ou les Verts, qui devrait culminer en 2012 avec comme d'habitude un appel à voter pour le candidat du prochain front populaire (voir la déclaration commune qu'ils ont signée pour le Premier Mai – apparemment LO ne l'a pas signée contrairement à celle publiée pour le 29 janvier). **A bas la collaboration de classes !**

Face à l'ampleur de la crise il n'y a pas de solution simple au niveau de la lutte syndicale. Les travailleurs doivent défendre pied à pied leurs acquis et lutter pour une échelle mobile des salaires et des heures de travail permettant de répartir le travail entre toutes les mains ouvrières, sans perte de salaire. Mais les capitalistes cherchent au contraire à profiter de la crise pour diminuer les salaires et fermer les usines. Devenu depuis longtemps une entrave au développement des forces productives, le système capitaliste est irrationnel, incapable de satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière. Il faut le remplacer par une économie socialiste planifiée grâce à une révolution ouvrière.

Pour mener à bien leur offensive, les capitalistes et leur Etat cherchent à dresser les travailleurs les uns contre les autres selon des barrières nationales, ethniques ou raciales. Ils tirent parti du silence, voire de la complicité affichée des réformistes (voir notre article en page 7 sur le poison du chauvinisme dans le mouvement ouvrier britannique). Ainsi Sarkozy a déclaré qu'il défendrait les sites de production en France des grands groupes automobiles français, les restructurations se reportant principalement sur les petites usines sous-traitantes où les syndicats sont plus faibles, voire inexistantes, et éventuellement sur les travailleurs d'autres usines à l'étranger ; quand Sarkozy a ensuite fait machine arrière face au tollé provoqué en Europe contre cette offensive protectionniste qui menaçait les travailleurs de Renault en République tchèque, le journal du PCF, *l'Humanité*, a dénoncé Sarkozy pour avoir rompu ses engagements vis-à-vis de la bureaucratie syndicale française (voir l'éditorial de *l'Humanité* du 3 mars). **Le prolétariat n'a pas de patrie ! Sa force, c'est la solidarité de classe à travers les frontières ! A bas le chauvinisme et le protectionnisme ! Pour l'internationalisme prolétarien !**

La gauche se plaint aujourd'hui des mesures anti-immigrés mises en place par le gouvernement. Non seulement le ministre en charge de ces attaques est lui-même un transfuge du PS, il n'a guère eu à virer sa cuti quand on se souvient que le gouvernement de front populaire de Jospin-Aubry-Bufferet avait refusé de régulariser des dizaines de milliers de sans-papiers qui en avaient fait la demande. On voit aussi comment les municipalités PS ou PCF ordonnent les expulsions de familles africaines, entre autres des logements HLM qu'elles contrôlent, avec d'ailleurs généralement le soutien de Lutte ouvrière (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 173, septembre 2005). De même le PS, le PCF et LO avaient demandé le rétablissement de l'ordre lors de la révolte des banlieues de 2005. **Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues !**

Le rôle des réformistes est de canaliser les luttes des travailleurs pour qu'elles restent dans le cadre du capitalisme. Ils défendent ainsi l'ordre bourgeois, et ils vont souvent jusqu'à minimiser par leur silence la répression frappant certains groupes, ce qui ne peut que légitimer ensuite les attaques du gouvernement contre le mouvement ouvrier. Lutte ouvrière a attendu plus de quatre mois et une campagne de militants des droits de l'homme avant de se prononcer pour la libération des jeunes de Tarnac, alors qu'ils étaient déjà tous libres sauf

Julien Coupat. De même la gauche institutionnelle, du PS au NPA et à LO, même quand elle a reconnu pour certains que le procès contre le militant nationaliste corse Yvan Colonna était une infâme machination judiciaire et qu'il n'y avait pas même le moindre indice pour mettre en doute ses déclarations constantes d'innocence, s'est refusée jusqu'à présent à exiger sa libération.

Concernant les manifestations contre l'OTAN qui ont eu lieu début avril à Strasbourg (voir notre déclaration internationale que nous reproduisons ci-contre), le Comité de défense sociale, organisation de défense en accord politique avec la Ligue trotskyste, a fait avec son homonyme allemand le Komitee für Soziale Verteidigung une déclaration de protestation contre la répression, que nous reproduisons en page 17. De façon scandaleuse le reste de la gauche s'est par contre joint à la chasse aux sorcières contre les anarchistes du Black Bloc, à commencer par le maire PS de Strasbourg Roland Ries qui a reproché à Sarkozy de ne pas avoir lâché les flics plus tôt et plus durement contre eux. Marie-George Buffet a de même déclaré pour le PCF : « *des gens, qui seront présentés comme des manifestants anti-OTAN alors qu'ils ne méritent que le nom d'imbéciles, ont commis des actes très graves qui méritent une condamnation claire* » (*l'Humanité*, 6 avril). Le NPA, quant à lui, dans l'éditorial de *Tout est à nous* (9 avril), se plaint de l'exceptionnelle violence policière, avant de se déchaîner contre la « violence imbécile » du Black Bloc :

« Mais, lorsque les membres du black-bloc ont attaqué par exemple les locaux de La Poste, sous les huées des manifestants, où se trouvaient alors les milliers de policiers surarmés ? Ils préféreraient coincer la totalité de la manifestation dans une souricière, nous imposant une cohabitation forcée avec les black-blocs. Le prétexte était alors facile, pour attaquer l'ensemble des manifestants, avec une rare violence. »

En se plaignant que les flics aient injustement attaqué les sociaux-démocrates du NPA au lieu de se concentrer sur les anarchistes, le NPA non seulement justifie la violence policière contre ces derniers, il donne aussi faussement à penser que politiquement les anarchistes seraient moins des petits-bourgeois libéraux que les cadres du NPA lui-même. En fait les anarchistes ont de profondes illusions que la police « démocratique » ne va pas réagir avec une force létale maximale et arbitraire pour défendre la loi capitaliste.

LO ne s'est pas laissée doubler sur la droite par le NPA cette fois-ci. Après une légère hésitation ils se sont joints à la chasse aux sorcières contre les anarchistes : *Lutte Ouvrière* du 17 avril utilise une mobilisation des habitants du quartier du Port-du-Rhin à Strasbourg, qui avait été assiégé et attaqué par les flics lors des manifestations contre l'anniversaire de l'OTAN, pour alimenter les illusions dans la police : LO, loin d'expliquer que la responsabilité des destructions qui ont eu lieu dans le quartier est à mettre au compte des milliers de flics qui ont terrorisé la ville et les manifestants de gauche pendant des jours auparavant, se plaint au contraire que les habitants ont été « abandonnés par la police » et que « les autorités » se sont « révélées incapables de protéger les habitants du quartier et de stopper les casseurs, dont la présence était pourtant prévisible » !

Tout à l'opposé, la LCI lutte sur la base des buts et des principes du marxisme révolutionnaire pour mobiliser le prolétariat international en défense de toutes les victimes de l'Etat capitaliste impérialiste afin de faire prendre conscience au prolétariat qu'il faut renverser cette machine de répression qu'est l'Etat capitaliste et la remplacer par un Etat ouvrier, la dictature du prolétariat. ■

# Déclaration de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

## Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ! A bas l'OTAN !

La déclaration suivante du comité exécutif international de la LCI a été publiée sous forme de tract le 27 mars et diffusée en allemand, en anglais et en français à Strasbourg.

\* \* \*

Barack Obama, le nouveau Président des Etats-Unis, ainsi que les dirigeants de l'Allemagne, de la France et des autres Etats membres de l'OTAN vont célébrer en avril le 60<sup>e</sup> anniversaire de cette alliance impérialiste au sommet de Strasbourg. Ce sommet se tiendra alors que se poursuit l'occupation néocoloniale brutale de l'Irak et de l'Afghanistan et dans le contexte du récent massacre des Palestiniens à Gaza et de la crise économique mondiale croissante qui menace l'emploi et le niveau de vie de centaines de millions de personnes. Presque 18 ans après la chute de l'Union soviétique, la bourgeoisie continue sans arrêt à faire des incantations sur la supériorité du capitalisme, mais ce système profondément irrationnel prouve par lui-même, une fois encore, que Karl Marx avait raison.

La seule façon de sortir de l'impasse dans laquelle le capitalisme a conduit l'humanité, c'est une révolution prolétarienne internationale pour arracher les forces productives des mains d'une minorité exploiteuse et organiser la société sur une base rationnelle. Il faut le pouvoir ouvrier à l'échelle internationale pour nettoyer le gâchis que l'impérialisme capitaliste en décomposition a laissé, et pour jeter les bases d'une société communiste sans classes, dans laquelle la pénurie économique, l'exploitation, l'oppression et la guerre seront des reliques d'un passé barbare. Le point de départ, c'est la conception marxiste que la classe ouvrière ne peut s'emparer de l'Etat capitaliste et le faire fonctionner pour son propre compte, mais que cet Etat doit au contraire



Reuters

Terreur policière contre les manifestants anti-OTAN à Strasbourg début avril. Le CDDSt et son homologue allemand, le KfsV, ont publié une déclaration commune de protestation le 8 avril (voir en page 17).

être détruit et remplacé par un Etat ouvrier, la dictature du prolétariat.

On attend plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre le sommet pour l'anniversaire de l'OTAN, et l'Etat bourgeois se prépare à les accueillir avec la matraque de la répression policière. Mais le but des organisateurs de la manifestation – qui rejettent les objectifs du communisme et la stratégie prolétarienne, révolutionnaire et internationaliste qu'il faut pour les réaliser – est de faire pression sur les impérialistes pour un peu de « changement », afin de mieux faire accepter leur système d'exploitation aux ouvriers et aux opprimés. Les sociaux-démocrates, le milieu de gauche « altermondialiste » et les pacifistes bourgeois font des discours éculés sur une « politique de paix » et la « coopération internationale » afin de tromper les masses et de promouvoir les intérêts de leur bourgeoisie à eux. Les anarchistes qui mobilisent pour les manifs – en appelant par exemple à « smash, we can ! » (on peut casser) – n'ont rien d'autre à offrir que l'illusion d'« imposer » le désarmement sous le capitalisme.

La course à la guerre est inhérente au système capitaliste tout autant que la course vers toujours plus de profit. L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, marqué par la domination de la planète par un petit club fermé de grandes puissances capitalistes qui dominent les nations plus faibles et

Suite page 16

**LE BOLCHEVIK**

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José  
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier  
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269  
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0713 P 11506. Distribué par les NMPP.

Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

## Le rétablissement de la peine de mort menace toujours – Libération immédiate de Mumia !

# La Cour suprême raciste des Etats-Unis rejette l'appel de Mumia

*La déclaration ci-dessous du CDDS a été traduite et légèrement adaptée de celle de nos camarades américains du Partisan Defense Committee en date du 7 avril.*

\* \* \*

Le 11 avril 2009 – **Mumia Abu-Jamal est en danger de mort !** La Cour suprême des Etats-Unis a rejeté sommairement le 6 avril, sans faire de commentaire, la demande de Mumia de casser la condamnation basée sur une machination qui a conduit à la peine de mort pour cet homme innocent. Cette décision montre au grand jour le dédain raciste de la Cour suprême. Cela lui a pris moins d'un jour ouvrable pour rejeter la demande de Mumia, qui se basait sur l'exclusion de 11 des 15 jurés noirs potentiels lors de son procès de 1982 ; par contre les racistes en robe noire examinent depuis des semaines l'appel interjeté par le procureur de Philadelphie pour rétablir la sentence de mort qui avait été cassée par William Yohn, juge au tribunal de district, en 2001. Il ne faut pas s'y tromper ! **Il est bien possible que la Haute Cour néo-ségrégationniste du capitalisme américain soit en train de graisser la corde pour le lynchage légal d'Abu-Jamal.** Notre organisation sœur aux USA lutte pour mobiliser la classe ouvrière multiraciale en opposition à l'Etat capitaliste ainsi qu'à ses représentants politiques, qu'ils soient démocrates, républicains ou verts ; de même en France il faut mobiliser la classe ouvrière en opposition à toute coalition capitaliste de droite ou « de gauche » entre le PCF-PS et des formations bourgeoises comme les Verts ou les chevènementistes (avec le soutien du NPA « en toute indépendance »). **Libération de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**



COC Productions

Mumia est un ancien porte-parole du parti des Black Panthers ; il est partisan de l'organisation MOVE de Philadelphie, et il a été primé en tant que journaliste. Mumia a été victime d'un coup monté ; il s'est retrouvé accusé du meurtre de Daniel Faulkner, un agent de la police de Philadelphie, le 9 décembre 1981. Depuis 27 ans les flics, les procureurs, les politiciens bourgeois et leurs médias aux ordres veulent la peau de Mumia parce qu'ils voient en lui une voix d'opposition rebelle à toutes les formes de discrimination raciste. Il existe des montagnes de preuves qui démontrent l'innocence de Mumia, notamment les aveux d'Arnold Beverly que c'est lui, et non Mumia, qui a tué Faulkner. Mais les tribunaux ont l'un après l'autre refusé de même prendre en compte les preuves. Comme le disait Mumia lors d'une interview le 6 avril, la décision de la Cour montre que « la loi, c'est de la politique par d'autres moyens, et que la Constitution ça ne veut rien dire, et qu'un jury équitable ça ne veut rien dire ». Le cas de Mumia montre qu'il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes. Les tribunaux, les prisons, la police ont pour raison d'être de maintenir, par la violence organisée et la terreur, la domination des capitalistes sur les travailleurs.

Depuis que nous avons fait nôtre la cause de Mumia en 1987, nous avons toujours été partisans d'utiliser toutes les procédures judiciaires possibles, tout en luttant contre les illusions dans les tribunaux de l'ennemi de classe capitaliste. Notre programme lutte de classe est diamétralement opposé à celui des militants de gauche et des réformistes qui alimentent de dangereuses illusions que les tribunaux pourraient rendre justice à Mumia. Ces illusions ont été codifiées ainsi : l'appel à la libération de Mumia a été subordonné à un appel pour un « nouveau procès ». Cela fait de nombreuses années que cette revendication est mise en avant par l'International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal dirigé par Pam Africa, et en France par le PCF qui dirige le Collectif « Ensemble, sauvons Mumia », la LCR d'Olivier Besancenot et Lutte ouvrière.

Nous luttons pour la libération de Mumia dans le cadre de la lutte pour la libération des Noirs, sur la base du programme de l'intégrationnisme révolutionnaire aux Etats-Unis. Nous luttons contre toutes les expressions de l'oppression raciste, une lutte qui ne peut être victorieuse que grâce à l'intégration sociale, politique et économique pleine et entière des Noirs et, en France, des jeunes de banlieue issus de l'immigration maghrébine, antillaise et d'Afrique de l'Ouest, dans une société socialiste égalitaire. **Mumia Abu-Jamal est innocent ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !**

### CD DS

## Comité de Défense sociale

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

CDDS, MBE 168,  
108 rue Damrémont, 75018 Paris  
cdds-france@hotmail.fr  
tél : 01 42 08 01 49

[www.partisandefense.org](http://www.partisandefense.org)

# LO : discours du dimanche « pour le communisme » – et vote en semaine pour le budget des municipalités capitalistes de front populaire

Lutte ouvrière (LO) a beaucoup souffert de l'essor médiatique et électoral du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot. Elle a d'abord essayé de doubler à droite l'organisation de Besancenot sur le terrain social-démocrate en prenant part dès le premier tour lors des élections municipales de 2008 à des fronts populaires incluant le PS, le PCF et diverses petites formations capitalistes comme les chevènementistes ou les Radicaux de gauche. LO insistait qu'« *obtenir des élus municipaux est extrêmement important pour notre rayonnement politique* » (*Lutte de classe*, décembre 2007-janvier 2008), et elle était prête à en payer le prix – en prenant la responsabilité d'administrer directement l'austérité capitaliste contre les travailleurs dans les municipalités. LO continue depuis fidèlement à soutenir la mairie capitaliste là où elle fait elle-même partie de la majorité municipale. Nathalie Arthaud, la nouvelle porte-parole de Lutte ouvrière, a été élue sur la liste de la majorité municipale de Maurice Charrier, maire bourgeois sortant (ex-PCF) de Vaulx-en-Velin en banlieue lyonnaise. Jean-Pierre Mercier, tête de liste de LO aux élections européennes de juin pour l'Île-de-France, fait de même partie de la majorité municipale dirigée par le PCF à Bagnolet. Son camarade dans la bureaucratie syndicale CGT de l'usine PSA d'Aulnay, Philippe Julien, élu à Saint-Denis sur la liste PCF, vient de voter le budget municipal le 12 février.

Mais face à la crise qui dévaste le monde capitaliste, Lutte ouvrière, essayant soudainement de se positionner à gauche du NPA, se gargarise maintenant du mot « communisme », mentionne même Trotsky et Lénine, et se réfère positivement à l'économie soviétique ! Elle débite même quelques vérités sur l'incomparable supériorité de l'économie collectivisée soviétique et raconte les prouesses de l'industrialisation accélérée de l'URSS en dépit du blocus impérialiste et de la bureaucratie.

C'est le comble du cynisme de la part de Lutte ouvrière qui a activement soutenu les forces œuvrant à la contre-révolution capitaliste en Union soviétique ! Les discours actuels de LO pour le communisme servent à masquer son propre rôle, à sa propre échelle, dans la contre-révolution capitaliste qui a englouti la patrie de la révolution d'Octobre et eu des conséquences catastrophiques pour les travailleurs en Russie, mais aussi dans le reste du monde. LO porte ainsi sa propre responsabilité dans la campagne mensongère de la bourgeoisie sur la « mort du communisme » qui a accompagné la chute de l'URSS.

Pendant des années Lutte ouvrière a nié que Boris Eltsine, le prédécesseur de Poutine, avait détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992 ; il y a encore deux ans elle déclarait lors de son congrès n'avoir « aucune raison de changer notre caractérisation de la société russe car bien de ses singularités demeurent liées au passé, à l'émergence de l'Etat ouvrier » (*Lutte de classe*, décembre 2006). Il semble que les porte-parole de Lutte ouvrière reconnaissent maintenant implicitement la destruction de la propriété collectivisée soviétique et le rétablissement du capitalisme en Russie. Ainsi, Nathalie Arthaud déclarait dans ses discours au premier trimestre : « *Aujourd'hui, il n'y a plus aucune région de la planète où la vie des hommes ne soit pas entièrement dépendante de l'économie capitaliste, directement ou indirectement* » (« Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme », supplément à *Lutte Ouvrière* du 17 avril). La Russie serait passée d'Etat ouvrier à Etat bourgeois (on ne sait pas quand), mais cela n'a pas la moindre conséquence concernant le programme de LO.

## Le soutien de LO aux forces de la contre-révolution capitaliste

Ceux qui cherchent à comprendre et s'appropriier le communisme véritable doivent se tourner vers la seule organisation qui a défendu l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est jusqu'au bout contre l'impérialisme et la contre-révolution : la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) et la tendance spartaciste internationale qui l'a précédée dans les années 1970 et 1980. Nous luttons en même temps pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne, dont la politique de coexistence pacifique avec l'impérialisme était l'antithèse de l'internationalisme prolétarien révolutionnaire de l'URSS de Lénine et Trotsky et minait de l'intérieur les fondements de la propriété collectivisée. Nous luttons pour remplacer la bureaucratie par un régime de démocratie soviétique (de conseils ouvriers) similaire à celui de la Russie soviétique des premières années après la révolution de 1917. Nous étions guidés par la perspective internationaliste d'étendre la dictature du prolétariat au monde entier et aller de l'avant pour édifier le socialisme, une société d'abondance



Lutte ouvrière

**Philippe Julien, élu LO sur la liste du maire PCF de Saint-Denis (ici au Zénith en 2007), justifie le 12 février au conseil municipal son vote du budget capitaliste (y compris des dizaines de flics municipaux).**

**Monsieur JULIEN :** « On ne peut constater qu'une évidence, à savoir que les difficultés nouvelles qu'ont toutes les municipalités et pas simplement de Saint-Denis, de faire face à leur tâches. Seuls les démagogues et les partisans de la droite, ce qui revient au même, peuvent oser prétendre que les difficultés des municipalités seraient dues à leur mauvaise gestion.

conscience qu'il faut bien trouver des recettes pour assumer les tâches qui nous incombent aujourd'hui. Malgré tout, après avoir mûrement réfléchi et après avoir hésité, nous voterons ce budget bien entendu comme nous l'avons fait l'an passé, mais nous nous abstenons sur le vote de l'augmentation des impôts locaux car il y a, à notre avis, la nécessité de se faire entendre de la droite au pouvoir et de lui dire, qu'il y en a assez de subir les effets et les

www.ille-saint-denis.fr

basée sur une économie collectivisée et planifiée rationnellement dans l'intérêt de tous.

Notre lutte pour la révolution politique prolétarienne était basée sur la prémisses fondamentale de la défense inconditionnelle de l'Etat ouvrier. Les discours « antibureaucratiques » qui écartaient cette défense, comme ceux de LO, n'étaient au contraire qu'une couverture pour un soutien à une contre-révolution capitaliste « démocratique ». Et effectivement, lorsque l'Union soviétique est intervenue en Afghanistan en 1979, à la demande de son gouvernement qui faisait face à une insurrection moyenâgeuse de mollahs financés par la CIA et les services secrets saoudiens, Lutte ouvrière s'est mise à comparer l'intervention soviétique avec la guerre d'Algérie menée par l'impérialisme capitaliste français (*Lutte de classe*, 7 juillet 1980) ! Elle se plaçait ainsi implicitement dans le camp des mollahs antisoviétiques, partisans forcenés du voile islamique oppresseur.

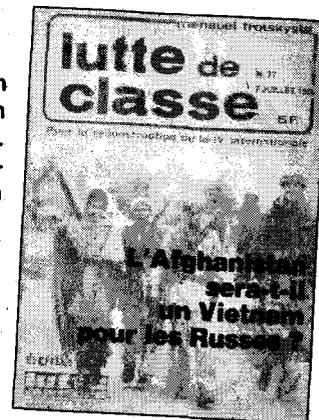
C'était pourtant un exemple rare où l'intervention soviétique était indubitablement progressiste, et nécessaire pour la défense du flanc sud de l'URSS. L'Afghanistan était un pays terriblement arriéré. L'absence de tout prolétariat faisait de l'Armée rouge la seule force pouvant apporter le progrès social, et c'est ce qu'elle fit en permettant aux femmes de se dévoiler et d'aller étudier jusqu'à Moscou et devenir médecins, enseignantes, etc. La collectivisation soviétique des moyens de production, en dépit de la bureaucratie stalinienne, était incompatible avec l'exclusion sociale complète des femmes que voulaient réimposer les *moudjahidin* de la CIA et de Bernard Kouchner.

Aussi, nous, les trotskystes, avons salué l'Armée rouge. Nous avons exigé l'extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans. Nous mettions en garde que la bureaucratie stalinienne risquait de trahir dans l'espoir d'amadouer les impérialistes. Effectivement Gorbatchev a ordonné le retrait des troupes soviétiques, qui était achevé début 1989. LO avait souhaité neuf ans auparavant que le peuple afghan « puisse se libérer de l'oppression étrangère » russe (*ibid.*) : leur vœu était exaucé ; quant à nous, nous avons dénoncé ce retrait, qui pavait la voie à l'effondrement final de l'URSS dans les trois ans qui ont suivi et qui allait renvoyer les femmes afghanes à la réclusion de la *burqa*.

En Pologne, en août 1980, il y eut une grande grève dans

**FAUX : LO était pour l'Union soviétique et son économie étatisée.**

**VRAI : ils ont comparé l'intervention soviétique en Afghanistan contre les mollahs de la CIA et de Kouchner aux massacres des impérialistes capitalistes américains au Vietnam et français en Algérie.**



les chantiers navals de Gdansk. Les griefs de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne, qui avait hypothéqué l'économie aux mains des banquiers impérialistes, étaient justifiés. Mais nous avons mis en garde dès le début de cette grève contre les dirigeants des travailleurs qui étaient manifestement des catholiques anticomunistes. Nous disions : « Une Pologne ouvrière, oui ! La Pologne du pape, non ! » Lors de son premier congrès en septembre 1981, Solidarnosc, le seul « syndicat » qu'aient jamais aimé Reagan, Thatcher ou Le Pen, adopta sans équivoque un programme de restauration du capitalisme. Il fallait stopper Solidarnosc, et c'est ce que nous avons dit en cherchant à mobiliser la classe ouvrière polonaise pour qu'elle se réapproprie ses racines prosocialistes, défende l'Etat ouvrier contre les forces de la réaction cléricale et de l'impérialisme, et renverse la bureaucratie stalinienne qui avait pavé la voie à Solidarnosc. En décembre 1981 nous avons donné un soutien militaire au coup d'Etat du Premier ministre polonais Jaruzelski, qui a donné un répit en mettant temporairement en échec la tentative de prise du pouvoir par Solidarnosc. A peine huit ans plus tard, en 1989, le même Jaruzelski décidait cette fois d'abandonner le pouvoir aux contre-révolutionnaires de Solidarnosc, qui ont effectivement détruit l'Etat ouvrier déformé polonais, instauré l'une des législations anti-avortement les plus réactionnaires de toute l'Europe, et aujourd'hui restaurent la propriété foncière du Vatican.

Alors que la LCR d'Alain Krivine faisait un portrait mensonger de Solidarnosc au début des années 1980 comme s'il s'agissait d'une organisation socialiste, LO reconnaissait ouvertement le caractère réactionnaire et cléricale de sa direction – mais cela ne l'a jamais empêchée de la soutenir ! Leur prétexte c'était que les ouvriers suivaient massivement Solidarnosc, donc il fallait en faire l'expérience avec eux. Leur ouvriérisme était un alibi transparent pour soutenir des forces réactionnaires. Sur le terrain domestique la même logique les conduisait à soutenir le front populaire antisoviétique de Mitterrand (par ailleurs chaud partisan de Solidarnosc) et à voter pour lui (« sans illusions mais sans réserve »). Si LO critiqua la social-démocratie de Mitterrand sur la Pologne en décembre 1981 c'est de la droite, pour s'être rendue au *statu quo* qu'avaient réimposé les chars de Jaruzelski (voir *Lutte de classe*, 19 janvier 1982) !

## Journée d'études de la Ligue trotskyste

**L'histoire sordide du ministérialisme  
et du municipalisme en France :  
de Jaurès à Besancenot et Arlette Laguiller**

**Les principes marxistes  
et les tactiques électorales**

**A bas les postes exécutifs  
de l'Etat capitaliste !**

**Samedi 6 juin 2009, 11h**

Au CIGP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris  
Métro Rue des Boulets (ligne 9)

*Suite page 11*

# A bas le poison protectionniste !

## Grande-Bretagne : La gauche travailliste justifie les grèves chauvines

Alors que les travailleurs du monde entier sont confrontés à la crise économique internationale la plus grave depuis la crise de 1929, une vague de grèves contre les ouvriers étrangers, d'un chauvinisme virulent, se répand sur les chantiers des raffineries de pétrole et des centrales électriques britanniques. Ces actions ont pour revendication

**WORKERS HAMMER** 

« les emplois britanniques pour les ouvriers britanniques », un mot d'ordre depuis longtemps associé aux fascistes ; elles font le jeu des patrons en rangeant les ouvriers du côté du Premier Ministre Gordon Brown et de la classe dirigeante capitaliste britannique contre les travailleurs immigrés.

Il faut être aveugle pour ne pas voir le caractère réactionnaire de ces mobilisations, comme le montre l'accord qui a été signé en février dernier à la raffinerie de Lindsey, dans le Lincolnshire. Négocié sous l'égide de l'organisme de médiation ACAS (Service de conseil, de conciliation et de médiation), cet accord incluait un engagement de la direction de réserver à des ouvriers britanniques 102 emplois qui devaient précédemment aller à des ouvriers italiens. Le Socialist Party de Peter Taaffe [dont l'organisation sœur en France est la Gauche révolutionnaire, un courant du NPA d'Olivier Besancenot] salue cet accord scandaleux comme une victoire ; il le brandit comme un modèle pour la centrale électrique de Staythorpe, dans le Nottinghamshire, où se déroulent actuellement des mobilisations contre des ouvriers espagnols et polonais. Des mobilisations contre des ouvriers polonais ont également eu lieu à l'Île de Grain, dans le Kent. Le résultat des grèves à Lindsey confirme notre appréciation : « Ces grèves n'avaient pas pour but d'obtenir davantage d'emplois, ni en réalité aucune sorte d'acquis pour la classe ouvrière dans son ensemble, ni de défendre des emplois existants. Elles visaient à répartir les emplois existants en fonction de la nationalité des ouvriers » (*Workers Vanguard* n° 930, 13 février).

Cette croisade pour les « emplois britanniques » est tellement étrangère aux intérêts de la classe ouvrière multinationale qu'elle a été soutenue par la presse de caniveau xénophobe et anti-ouvrière. Par exemple, le 16 février,



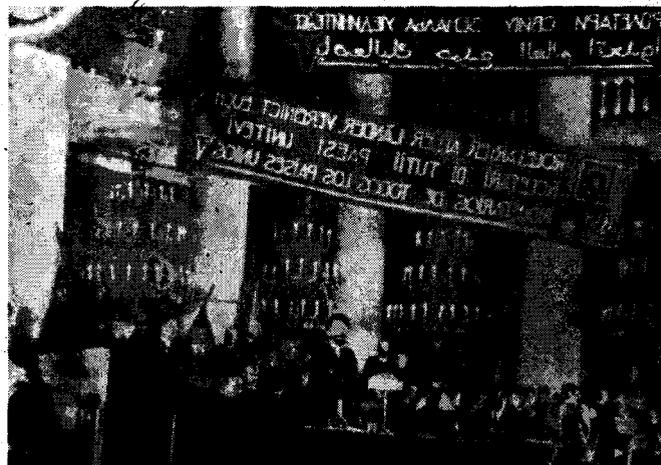
Le 30 janvier : rassemblement protectionniste contre les ouvriers étrangers à la raffinerie de Lindsey, en Grande-Bretagne. PA

*l'Evening Standard* de Londres dénonçait en termes hystériques les ouvriers d'origine étrangère qui sont enregistrés comme main-d'œuvre « locale » et travaillent sur les chantiers des Jeux olympiques de 2012 : « *L'Evening Standard a découvert des gens originaires de différentes régions d'Europe de l'Est employés sur le site de Stratford, ainsi que des ouvriers d'origine indienne, pakistanaise et népalaise.* » Pendant la grève de Lindsey, des grévistes racistes ont dit à des ouvriers italiens qui craignaient pour leur vie de rentrer dans leur pays. Quant au gouvernement, il envisage de durcir les lois racistes sur l'immigration en imposant des restrictions supplémentaires aux droits des immigrés.

Ce mois de mars marque le 25<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la grève des mineurs de 1984-1985, et le contraste entre les grèves actuelles dans le bâtiment et le combat héroïque des mineurs est frappant. Les mineurs en grève avaient face à eux toute la puissance de l'Etat capitaliste, et la presse capitaliste continue encore aujourd'hui à les traîner dans la boue. A l'époque, les mineurs en lutte étaient devenus les tribuns des couches opprimées de la société : les femmes des bassins miniers, les minorités opprimées noires et d'origine indo-pakistanaise en Grande-Bretagne, ainsi que les organisations gay et lesbiennes, soutenaient la grève contre le gouvernement honni de Thatcher. Contrairement au vil nationalisme qui prévaut à Lindsey et à Staythorpe, la grève des mineurs avait inspiré de splendides manifestations



Workers Hammer



Labor Herald

A gauche : la banderole du syndicat TGWU de l'usine Ford de Dagenham portée par des ouvriers noirs et d'origine indo-pakistanaise dans une manifestation de solidarité avec la grève des mineurs de 1984-1985. Mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière multiethnique est en contradiction avec le protectionnisme. A droite : la conférence de fondation de l'Internationale syndicale rouge en 1921. Sur la banderole, dans plusieurs langues : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

d'internationalisme prolétarien, au-delà des frontières : des syndicats français ainsi que des travailleurs d'Irlande, d'autres pays d'Europe, d'Afrique du Sud et d'Union soviétique avaient envoyé une aide matérielle aux mineurs et à leurs familles.

Aujourd'hui, face à des attaques contre l'emploi dans le monde entier, il est urgent de mobiliser la puissance des syndicats pour lutter avec les armes de la lutte de classes **contre** les patrons capitalistes, **contre** le gouvernement travailliste de Brown et **en opposition** à la bureaucratie syndicale. Une véritable lutte pour défendre les intérêts de la classe ouvrière multiethnique aurait comme revendications une réduction de la durée hebdomadaire du travail sans perte de salaire, et une échelle mobile des salaires et des heures de travail. Ceci est à l'opposé de la campagne actuelle qui dresse les ouvriers britanniques contre les ouvriers étrangers et qui attise le racisme anti-immigrés. Il est scandaleux que Derek Simpson, codirigeant du syndicat Unite, ait soutenu cette campagne et se soit répandu en discours venimeux en prenant la pose à côté de l'Union Jack [le drapeau britannique], l'emblème raciste de l'Empire à l'époque coloniale et aujourd'hui le symbole de l'asservissement des catholiques en Irlande du Nord et de l'occupation sanglante de l'Irak et de l'Afghanistan. Comme nous l'écrivions dans le dernier numéro de notre journal :

« Que les syndicats combattent le racisme, c'est une nécessité vitale. La tant vantée "économie flexible" du Parti travailliste est très dépendante des ouvriers immigrés, qui travaillent pour des salaires de misère et sont confrontés à un climat d'hostilité raciste. La "guerre contre le terrorisme" du gouvernement a provoqué une intensification du racisme à l'encontre des musulmans, qui sont concentrés dans les couches les plus pauvres de la classe ouvrière. En particulier dans un contexte de récession, les attaques contre les immigrés se multiplient. Le syndicat Unite a récemment protesté contre la décision de sous-traitants travaillant à la centrale électrique de Staythorpe, près de Newark, d'employer uniquement des ouvriers étrangers tout en refusant d'embaucher des ouvriers locaux. Une manifestation devant la centrale électrique a rappelé que Brown avait réclamé en 2007, lors de la conférence du syndicat GMB, "les emplois britanniques pour les ouvriers britanniques" – un mot d'ordre associé aux fascistes. Nous nous opposons avec la plus grande force à ces tentatives de diviser pour régner, qui dressent les uns contre les autres les ouvriers de différents pays. Nous disons

que les syndicats doivent se battre pour les **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !** »

– Workers Hammer n° 205, hiver 2008-2009

Loin d'organiser une défense de l'emploi, plus ou moins la **seule** chose que la bureaucratie syndicale ait à offrir à la classe ouvrière, c'est sans cesse des discours chauvins sur les emplois britanniques, **mais pas** un combat utilisant les armes de la lutte de classe contre l'ordre capitaliste qui a plongé le monde dans cette terrible situation économique. Au moment où les grands constructeurs automobiles annoncent des dizaines de milliers de licenciements dans le monde entier, la bureaucratie d'Unite appelle le gouvernement britannique « à soutenir la production industrielle au Royaume-Uni et le secteur automobile au Royaume-Uni » (tgwu.org.uk). En février dernier, quand le constructeur automobile allemand BMW a licencié sans préavis 850 ouvriers de son usine de Cowley, Tony Woodley, codirigeant d'Unite, a proclamé sa loyauté au capitalisme britannique en ces termes : « *Je ne parle pas seulement au nom des membres de mon syndicat, mais je pense pour la Grande-Bretagne quand je demande à rencontrer votre société* » (unitetheunion.com).

Tant que la révolution ouvrière ne la leur aura pas arrachée des mains, l'industrie britannique appartiendra aux sangsues capitalistes. La classe ouvrière n'a pas de patrie ! Le protectionnisme nationaliste ne sauvera pas un seul emploi, comme peuvent vous le dire les ex-ouvriers de Rover trahis par Woodley. En 2000, quand BMW avait annoncé son intention de fermer son usine Rover de Birmingham, Woodley avait défilé en tête d'une manifestation anti-allemande chauvine, avec des pancartes comme « *Nous avons gagné deux guerres mondiales – gagnons la troisième !* »

## Le Socialist Party se vautre dans le social-chauvinisme

Il n'est pas surprenant que le Socialist Party de Peter Taaffe, tristement célèbre pour sa propension à s'adapter au niveau de conscience le plus arriéré, ait assumé un rôle de premier plan comme porte-parole de ces mobilisations réactionnaires en affirmant de façon mensongère que ces grèves n'étaient **pas** anti-immigrés. Keith Gibson, militant du Socialist Party et membre du comité de grève de Lindsey, affirmait ainsi lors d'un meeting le 13 février dernier à Londres :

Suite page 13

**Fac de Rouen Mont-Saint-Aignan :**

# L'administration PS cherche à casser la mobilisation contre la loi Pécresse

*Nous reproduisons ci-dessous un tract de la LTF du 5 mai.*

\* \* \*

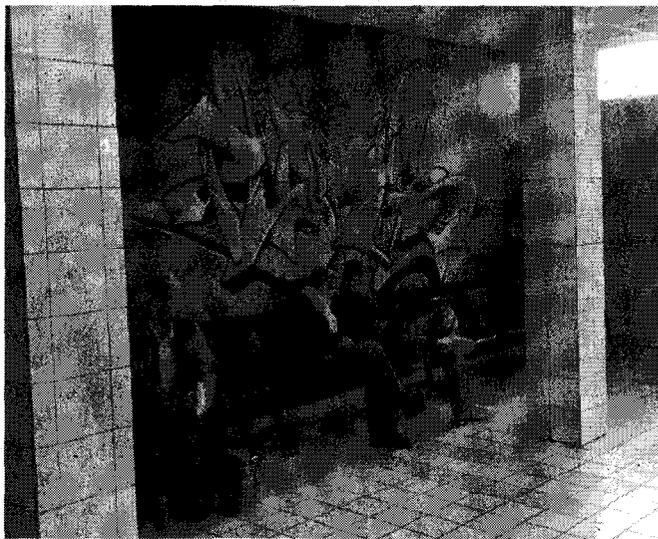
Cela fait plus de trois mois maintenant que les profs, chercheurs et étudiants sont en lutte contre les projets du gouvernement Sarkozy-Pécresse qui cherchent à ouvrir la voie à la privatisation des universités et réduire encore plus l'accès à l'enseignement supérieur, en particulier pour les étudiants d'origine ouvrière et pour les étudiants étrangers pauvres. Sur la fac de Mont-Saint-Aignan, le président fabiusien, Cafer Ozkul, exige la reprise des cours, « estimant que des avancées ont eu lieu et que la commission de suivi des réformes peut être saisie » (*Paris Normandie*, 14 avril) ! **A bas la loi Pécresse !**

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la récente suppression des panneaux politiques des groupes de gauche dans le hall de la fac de lettres de Mont-Saint-Aignan, dont les profs et étudiants sont au centre de la mobilisation. La bourgeoisie et son administration sur la fac (y compris quand elle est dirigée par un agent social-démocrate comme Ozkul) visent ainsi le droit d'expression politique de tous les étudiants, profs et salariés. Elles veulent arracher aux étudiants le droit de se confronter aux idées et aux luttes politiques et elles veulent, pour mettre en œuvre les attaques de Sarkozy, expulser les organisations

politiques de gauche qui interviennent sur la fac. **Le mouvement ouvrier, les syndicats, les profs, les étudiants et les salariés BIATOSS doivent combattre cette censure !**

Dans le contexte de la crise économique du système capitaliste et de la misère qu'il sème partout, la répression de l'Etat et des patrons devient plus sévère contre tous ceux qui s'opposent à ces attaques. Le gouvernement tape en premier lieu contre les syndicalistes mais aussi, même plus durement, contre les sans-papiers, les jeunes des banlieues et ceux qui sont en dehors du périmètre des « partenaires sociaux » officiels, tels que les jeunes de Tarnac, visés comme « terroristes », ou les manifestants qui se sont fait arrêter dans les protestations anti-OTAN à Strasbourg. Six mois plus tard, Julien Coupat continue de croupir en prison et plusieurs manifestants anti-OTAN commencent leur deuxième mois de prison. La Ligue trotskyste (LTF) dénonce cette vague de répression et ce climat de chasse aux sorcières de l'Etat dans tout le pays, que relaient aussi les administrations universitaires de « gauche » contre les étudiants, profs et chercheurs en lutte. Il faut une mobilisation du mouvement ouvrier, centrée sur les syndicats. **Libération immédiate de Coupat et des manifestants anti-OTAN ! Levée des inculpations et des menaces de poursuites judiciaires et licenciements contre les grévistes, les « séquestrateurs » de patrons, les étudiants en lutte et les militants de gauche !**

Au moment même où le PS fait du bruit contre Sarkozy pour « le respect des libertés publiques », c'est Ozkul, président de l'université de Rouen et partisan notoire de Laurent Fabius (ancien Premier ministre de Mitterrand et cacique du PS), qui applique la censure. Le vacarme anti-Sarkozy du PS a pour but de remettre en selle un nouveau gouvernement capitaliste de gauche du PS, du PCF et des partis bourgeois avec le soutien (que ce soit de l'extérieur ou de l'intérieur) du NPA et de LO. Une fois au pouvoir ces réformistes géreront le capitalisme en utilisant tous les moyens de l'Etat, c'est-à-dire les flics, les juges, l'armée si nécessaire, pour réprimer les luttes des ouvriers et des étudiants. Le dernier gouvernement de front populaire Jospin-Buffet-Aubry avait été élu en 1997 avec le soutien des LCR/LO, ce qui s'était soldé par des attaques anti-ouvrières et anti-immigrés de grande ampleur. Ce gouvernement avait réactivé le plan de ségrégation raciste Vigipirate (créé par Mitterrand en 1991 lors de la première guerre du Golfe) et avait posé les jalons de la loi Pécresse avec le « processus de Bologne » de 1998 et la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001. Fabius était



Le Bolchévik

Graffiti posé par l'administration PS sur le panneau qu'avait la LTF depuis près de 30 ans. Combien de jeunes vont en prison chaque année pour avoir peint des tags moins moches ?

**Le président cible la liberté d'expression de tous les étudiants, profs et salariés**

**A bas la suppression des panneaux d'affichage !**

ministre des Finances du dernier gouvernement Jospin-Buffet-Mélenchon ; il était à ce titre directement associé à la mise en place de la LOLF.

Déjà en décembre dernier, la doyenne de la fac de lettres de Mont-Saint-Aignan, Marie-Claude Penloup, avait interdit à la LTF de tenir une réunion publique alors que cela fait presque 30 ans que nous tenons régulièrement des réunions publiques sur la fac. Nous avons organisé une campagne avec une pétition pour protester contre cette décision et Penloup nous a avertis verbalement qu'elle voulait exclure les organisations politiques de la fac. Cette censure était le prélude d'une attaque physique de trois nervis racistes contre un de nos sympathisants quelques semaines plus tard, le 21 janvier (voir notre article dans *le Bolchévick* n° 187). Peu après, le 10 mars, l'administration envoyait des vigiles qui se sont déchaînés contre des étudiants qui tentaient d'occuper la fac, faisant plusieurs blessés. Ces dernières semaines, les flics en civil traînent ostensiblement sur le campus et dans les AG. Les flics, les vigiles, les matons, l'armée, avec leur monopole de la violence légale, ne sont pas des « travailleurs en uniforme » (comme le prétendent les sociaux-démocrates du NPA et de la Gauche révolutionnaire, une tendance à l'intérieur du NPA présente à Rouen), mais les chiens de garde de l'ordre capitaliste. Leur fonction est de préserver la propriété privée et les intérêts de la classe bourgeoise contre les travailleurs et opprimés. *Flics et vigiles, hors des facs, hors des syndicats !*

### L'administration capitaliste et la chaîne syphilitique du PS au NPA (et aux autonomes)

Ces attaques de l'administration montrent à quel point il est illusoire de voir en l'administration de la fac une quelconque alliée des opprimés, quelle que soit la couleur politique de la présidence. L'université et les grandes écoles sont des institutions bourgeoises. Leur fonction principale est de former les cadres des entreprises et les fonctionnaires, les technocrates et les scientifiques dont a besoin l'Etat pour administrer le capitalisme français et pour produire des justifications idéologiques à la domination impérialiste française. L'administration de l'université n'est rien d'autre que l'agent de la bourgeoisie sur la fac. *Abolition de l'administration de la fac ! Ceux qui travaillent, étudient et enseignent sur les universités doivent les diriger – pour le contrôle ouvriers/étudiants/enseignants !* Mais la bourgeoisie ne va jamais lâcher le contrôle de ses fabriques du savoir – il faudra le lui arracher dans une lutte pour renverser tout le système capitaliste par la seule classe qui ait la puissance pour le faire, la classe ouvrière ! Nous cherchons à gagner les étudiants à cette perspective, et c'est ce que veut empêcher l'administration en cherchant à nous faire taire.

Mais que disent le NPA ou la Gauche révolutionnaire face à ces attaques ? Jusqu'ici, rien à notre connaissance, car ils sont eux-mêmes enchaînés par mille liens de collaboration de classes à l'administration « de gauche » de Mont-Saint-Aignan. Le « tous ensemble » prôné par les NPA, UNEF, JC, SUD-Étudiants et dirigeants du SNESup avec les présidents d'université « progressistes » comme Ozkul, ou Pascal Binczak à Paris 8 (voir *le Bolchévick* n° 179, mars 2007 sur l'expulsion des étudiants sans papiers par ce président « de gauche »), veut dire en réalité l'unité entre sociaux-démocrates et avec la bourgeoisie ; cette « unité » sert à paralyser la lutte contre l'administration et plus largement contre le capitalisme (et les « autonomes » anticommunistes se gardent bien de dénoncer les NPA et consorts, leur servant ainsi de couverture de gauche).

Nous sommes intervenus en AG pour dénoncer ce président PS qui envoie sur cette fac les vigiles et qui applique la ségrégation sociale et raciale. Nous nous battons pour des facs de qualité et gratuites pour tous, avec des bourses adéquates. Mais le NPA, pour ne pas froisser l'administration PS de la fac et leur camarade Ozkul, a scandaleusement appelé, lors des AG du 5 et du 12 février, les étudiants à s'abstenir sur notre motion qui condamnait l'attaque contre notre sympathisant et appelait à chasser les nervis s'ils réapparaissent ; les représentants du NPA ont même refusé une motion pour la régularisation de tous les étudiants sans papiers (sous la pression ils ont finalement cédé). Ils préparaient ainsi le terrain pour l'attaque de l'administration contre le mouvement ouvrier (et eux-mêmes !) que représente la confiscation des panneaux politiques. Dans les faits, la soi-disant « indépendance vis-à-vis du PS » du NPA/LCR est une farce – chaque fois, lors des élections, ils sortent leur traditionnel vote pour Mitterrand, Jospin ou Royal (et même pour le bourgeois de droite Chirac en 2002 contre Le Pen). Au fond, leur fonction dans les luttes est de donner une couverture « combative » à la promotion d'un nouveau gouvernement capitaliste de gauche.

Après trois mois de lutte des étudiants et des profs/enseignants/chercheurs, la bourgeoisie n'a pour le moment rien lâché. Contrairement au prolétariat, les étudiants et les profs/enseignants/chercheurs n'ont pas la possibilité d'arrêter et de saisir les moyens de production et de tarir ainsi la production des profits qui sont la raison d'être du système capitaliste. On peut voir la puissance potentielle du mouvement ouvrier avec les nombreuses occupations d'usines et grèves dans le pays. Et surtout on a pu voir avec la Révolution ouvrière d'octobre 1917 qu'il est possible de renverser le système capitaliste et d'instaurer une économie planifiée. Même plus tard, après l'usurpation du pouvoir politique par une bureaucratie stalinienne conservatrice et nationaliste, l'économie collectivisée a montré sa supériorité avec l'énorme pas en avant qu'avait fait l'Union soviétique, devenue deuxième puissance mondiale, par rapport au système capitaliste. Le capitalisme est un système irrationnel. Inévitablement, du fait de l'anarchie inhérente à la propriété privée des moyens de production, il sécrète les crises économiques, l'oppression raciste et les guerres. La seule solution, c'est de renverser le capitalisme par une révolution ouvrière qui permettra de jeter les bases d'une société socialiste d'abondance basée non pas sur les profits capitalistes mais sur les besoins de la population.

Nous nous battons pour que les étudiants s'allient à la puissance sociale de la classe ouvrière multiethnique à travers la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, tribun du peuple. Le fait que l'administration interdise des meetings d'organisations de gauche, détruise leur affichage politique, envoie des vigiles contre les étudiants, ainsi que la présence de nervis racistes sur le campus, montrent que la bourgeoisie fait tout en cette période de crise mondiale du capitalisme pour enrégimenter la jeunesse et les syndicats, à un moment où le chômage augmente de façon astronomique dans toutes les couches de la jeunesse, même celle avec des diplômes. Pendant ce temps les dirigeants traîtres des partis et organisations réformistes et des bureaucraties syndicales perpétuent l'illusion qu'un capitalisme plus social est possible. La classe ouvrière, les étudiants, les profs/chercheurs ont besoin d'une nouvelle direction révolutionnaire léniniste. C'est pour construire cette direction que nous luttons dans la LTF. Seule la révolution socialiste mettra un terme à ce système barbare ! ■

# Lutte ouvrière...

Suite de la page 6

En novembre 1989, le mur de Berlin tombait face à un soulèvement populaire en République démocratique allemande (RDA) qui constituait un début de révolution politique. LO déclarait : « *même si cette réunification [de l'Allemagne] se fait entièrement sous l'égide du capitalisme, les révolutionnaires communistes n'ont aucune raison d'y être opposés dans la mesure où le prolétariat et plus généralement la population est-allemande le veulent* » (*Lutte de classe*, décembre 1989). C'était voir les événements à travers le prisme de la propagande impérialiste : les ouvriers cherchaient en réalité une alternative socialiste au régime stalinien sclérosé d'Erich Honecker. Nous sommes intervenus de toutes nos forces pour une réunification révolutionnaire de l'Allemagne, pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers. Des milliers de travailleurs dévorèrent notre presse chaque jour : nous éditions un journal pratiquement quotidien en décembre 1989, *Arbeiterpressekorrespondenz* (correspondance de presse ouvrière), en plus de notre revue internationale en allemand *Spartacist* et du journal (alors hebdomadaire) de la Troztkistische Liga Deutschlands, *Spartakist*.

Notre propagande avait un impact croissant, qui se manifesta notamment lors de la manifestation de Treptow à Berlin-Est le 3 janvier 1990 où un quart de million de personnes prirent part à une manifestation prosoviétique dont nous avions été à l'initiative, et à laquelle le SED-PDS au pouvoir avait dû se rallier. Mais les travailleurs ont été trahis par les bureaucrates staliniens de Moscou et Berlin-Est qui décidèrent alors, pour « éviter le chaos », de brader la RDA aux impérialistes. En mars 1990 eurent lieu des élections législatives en RDA qui de fait constituaient un plébiscite pour ou contre la réunification capitaliste : nous avons été les seuls à nous présenter sur un programme d'opposition inconditionnelle à une réunification capitaliste ; les travailleurs, démoralisés par le coup de poignard des bureaucrates, ont fini par voter en faveur de la réunification ; nous, les trotskystes, avons perdu, mais nous avons lutté, pendant que LO servait de fait des alibis à la contre-révolution (voir notre brochure de juin 2000 sur notre intervention en RDA et en URSS ainsi que nos articles parus dans *le Bolchévik* n° 153 et n° 182).

En URSS, l'événement pivot de la contre-révolution fut le coup d'Etat de Boris Eltsine en août 1991 pour contrer le coup d'Etat raté des lieutenants de Gorbatchev qui voulaient introduire le capitalisme plus lentement, et d'une manière dont ils seraient les bénéficiaires. En l'absence de résistance massive de la part de la classe ouvrière à la contre-révolution capitaliste qui gagnait du terrain, Eltsine, dont la prise du pouvoir avait été soutenue par l'impérialisme au nom de la « démocratie », consolida sa position et paracheva la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré.

Mais pour LO, le contre-coup d'Etat d'Eltsine mérite à peine d'être mentionné. Ils se focalisèrent plutôt sur le coup d'Etat raté des lieutenants de Gorbatchev et posèrent la question : « *On peut se demander aussi quelle aurait été l'attitude d'une organisation révolutionnaire face à ce putsch* ». Leur réponse : « *Mais au-delà des affirmations de principe, on ne peut en dire grand chose de sérieux...* (*Lutte de classe*, décembre 1991). » LO niait par conséquent qu'Eltsine fût le fer de lance de la contre-révolution capitaliste, et du coup se déclarait implicitement prête à des « *accords de front*



Il est donc tout à fait naturel et légitime que des opposants tentent d'utiliser cette opportunité, cet immense porte-voix à l'échelle de la planète, pour se faire entendre. C'est ce qu'ont fait des militants de « reporters sans frontière », en brandissant inopinément une banderole devant les caméras de télévision, lors de la cérémonie de départ de Grèce de la flamme olympique, pour dénoncer la répression du gouvernement chinois au Tibet. Ils s'indignent et dénoncent – et il y a de quoi – la prudence et les contorsions verbales embarrassées des officiers français qui, dans un



Taiwan, le 28 janvier 2007, Robert Ménard, fondateur et secrétaire général de Reporters sans frontières RSF, reçoit 100 000 dollars du Président Chen Shui-bian, "bête noire" de Pékin et en plein scandale de corruption.  
Source SOS-Reporters.org

**Lutte ouvrière encense les activités anticommunistes de Ménard contre la Chine ; Ménard est aussi rémunéré par des officines liées à la CIA et les gusanos cubains de Miami.**

*unique* » contre la restauration capitaliste « *avec tel ou tel groupe politique se battant sur l'un ou l'autre de ces terrains, même si ce ou ces groupes représentaient des catégories sociales petites-bourgeoises, bourgeoises ou bureaucratiques* » (*ibid.*) – en d'autres termes y compris avec Eltsine selon la situation !

Nos camarades de la LCI à Moscou ont publié en russe et distribué à des dizaines de milliers d'exemplaires un appel sous le titre « *Ouvriers soviétiques : écrasez la contre-révolution d'Eltsine-Bush !* » C'était la première déclaration distribuée largement à travers l'Union soviétique contre les agissements d'Eltsine visant le pouvoir. Nous avançons un programme de révolution politique contre la restauration capitaliste – pour des soviets ouvriers authentiques, organes d'un nouveau pouvoir politique prolétarien. Mais la classe ouvrière soviétique – atomisée et manquant d'une direction anticapitaliste, n'ayant pas une conscience socialiste cohérente et consistante, et sceptique sur la possibilité d'une lutte de classe dans les pays capitalistes – ne s'est pas mobilisée dans une résistance contre la contre-révolution usurpatrice qui a réussi à détruire l'Etat ouvrier soviétique en 1991-1992.

## LO soutient les forces de la contre-révolution capitaliste en Chine

Pendant des années LO nous traitait de « staliniens » parce que nous luttions pour la défense de l'URSS. Ils nous disaient qu'il serait bien encore temps de défendre l'URSS quand elle serait attaquée. Mais aujourd'hui où c'est trop tard, ils se déclarent soudainement des fans de l'économie soviétique ! Bien entendu il ne faut pas prendre au sérieux leurs prétentions. Dans ses discours en début d'année, Nathalie Arthaud expliquait :

« Mais, en revanche, nous assumons pleinement le bilan de l'économie soviétique malgré les limites que lui a imposées la bureaucratie.

« L'Union soviétique a été le premier pays où le prolétariat, après avoir pris le pouvoir politique et après avoir aboli complètement la propriété féodale et la propriété bourgeoise, a étatisé les moyens de production. »

Nathalie Arthaud poursuit en louant les prouesses de l'économie soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale,

décrivant le déménagement derrière l'Oural des usines situées dans les zones envahies par la Wehrmacht nazie (une prouesse extraordinaire effectivement) comme une opération « sans précédent dans l'histoire industrielle, qui n'aurait pas été possible ni même concevable sans l'étatisme ».

Le but véritable de LO n'est pas de prôner par là la collectivisation de l'ensemble de l'économie : LO considère que des pays comme la Corée du Nord ou Cuba, des Etats ouvriers déformés où le secteur privé a manifestement un poids négligeable dans l'économie, sont en fait « capitalistes ». LO reconnaît ces dernières années que, contrairement à l'Inde, la Chine a connu un important progrès économique et social du fait de son « capitalisme d'Etat » jusque dans les années 1980 (sans utiliser explicitement l'expression, ils disent, par exemple de façon absurde dans leur brochure consacrée à la Chine, l'« Exposé du cercle Léon Trotsky » du 27 janvier 2006, que « Mao fut en quelque sorte un Robespierre chinois, c'est-à-dire qu'il alla jusqu'au bout dans la défense des intérêts historiques de la bourgeoisie »). Ils utilisent pour expliquer ces acquis des arguments tout à fait similaires à ceux qu'ils ressortent aujourd'hui sur l'« étatisme » soviétique.

Ils piétinent ainsi au passage la théorie de la révolution permanente de Trotsky, qui explique que dans les pays capitalistes arriérés la bourgeoisie nationale est faible et dépendante de l'impérialisme et, craignant sa propre classe ouvrière davantage que ses maîtres impérialistes, elle est incapable d'apporter une véritable indépendance nationale ou des acquis généralement associés par exemple à la révolution bourgeoise de 1789 en France. S'il y a des acquis en Chine contrairement à l'Inde, c'est en réalité parce que la première, et non la seconde, est depuis la Révolution de 1949 un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, une société qualitativement comparable à l'URSS de Staline ou Gorbatchev où les capitalistes ne constituaient pas la classe dominante : le noyau de l'économie chinoise demeure collectivisé, et cela explique aussi pourquoi la Chine n'est pas affectée de la même manière par la récession qui dévaste aujourd'hui le monde capitaliste.

En Chine la politique d'ouverture de la bureaucratie, même si elle a d'un côté conduit à une croissance spectaculaire du prolétariat chinois, a aussi renforcé les forces pour la contre-révolution à l'intérieur même du pays (voir notre article page 24). Cela rend d'autant plus urgente la nécessité de lutter pour défendre la propriété collectivisée et son Etat face à l'encerclement militaire impérialiste et au danger d'une contre-révolution capitaliste de l'intérieur, et de lutter pour une révolution politique prolétarienne renversant la vénale bureaucratie stalinienne de Pékin. Lutte ouvrière tout au contraire se joint aux campagnes capitalistes contre-révolutionnaires contre la Chine. Ils se sont implicitement rangés l'année dernière du côté des pogromistes tibétains contre-révolutionnaires qui s'étaient livrés à des émeutes anti-chinoises ; dans *Lutte Ouvrière* du 28 mars 2008 leur dirigeant Jean-Pierre Vial se réjouissait des provocations des anticommunistes professionnels de « Reporters sans frontières » contre la Chine lors du passage de la flamme olympique (voir nos articles dans *le Bolchévick* n° 183 et n° 185). En 2007 ils avaient offert une tribune lors de leur fête annuelle à un certain Cai Chongguo, un agent contre-révolutionnaire notoire de l'impérialisme ; des camarades de la LTF étaient intervenus pour dénoncer LO pour cela lors du meeting de CIA-Cai (voir *le Bolchévick* n° 181).

## LO et l'étatisme bourgeois

Le but de LO n'est donc pas du tout de défendre les conquêtes de l'« étatisme » des Etats ouvriers ; il s'agit de faire la louange de l'Etat en général, en fait de l'Etat *capitaliste*, comme un facteur de progrès social, comme le souligne Nathalie Arthaud (toujours dans les mêmes discours) :

« Même avant la crise, cette économie capitaliste, pourtant porteuse de l'idée du "chacun pour soi", ne pouvait fonctionner sans une dose importante d'intervention de l'Etat. Pour mieux servir les intérêts généraux de la bourgeoisie, l'Etat est obligé d'échapper dans une certaine mesure à la logique du profit individuel et à ses impératifs. Sans l'Etat, il n'y aurait pas en France d'éducation, de routes, de chemins de fer, de réseau électrique, ni d'aménagement du territoire ou d'urbanisme, et le capitalisme ne pourrait exister. [...] En faisant appel à l'Etat, le marché rend en quelque sorte hommage à la centralisation et à la planification. C'est l'hommage du vice à la vertu ! »

Cette ode à l'Etat et sa vertu n'a rien à voir avec le marxisme. Trotsky par exemple expliquait dans son ouvrage *la Révolution trahie* :

« L'étatisme [bourgeois], dans ses efforts pour diriger l'économie, ne s'inspire pas du besoin de développer les forces productives, mais du souci de maintenir la propriété privée au détriment des forces productives qui s'insurgent contre elle. L'étatisme freine l'essor de la technique en soutenant des entreprises non viables et en maintenant des couches sociales parasitaires ; il est en un mot profondément réactionnaire. »

Trotsky ne faisait que répéter des évidences élémentaires du marxisme. Entre mille autres, voici une citation de Friedrich Engels, le fondateur avec Karl Marx du socialisme scientifique (il s'agit d'une lettre à Paul Lafargue du 6 mars 1894) :

« Mais prenons simplement la proposition de charger l'Etat de l'importation des blés. J'[aurès] veut empêcher la spéculation. Mais que fait-il ? Il charge le gouvernement de l'achat des blés étrangers. Le gouvernement est le comité exécutif de la *majorité de la Chambre*, et la majorité de la Chambre, c'est la représentation la plus exacte possible de ces mêmes spéculateurs en blés, en actions, en fonds publics, etc. [...] Il ne vous suffit pas qu'ils volent la France au moyen du budget annuel et de la Bourse, où ils emploient du moins leurs propres capitaux et leurs propres crédits – vous voulez les doter de plusieurs milliards et du crédit national, pour qu'ils vident les poches encore plus à fond a[u] moyen du *socialisme d'Etat* ! [...] Puis ce M. Jaurès, ce professeur doctrinaire, mais ignorant, surtout en économie politique, talent essentiellement superficiel, abuse de sa faconne pour se forcer dans la première place et poser comme le porte-voix du socialisme qu'il ne comprend même pas. Autrement, il n'aurait pas osé mettre en avant un *socialisme d'Etat* qui représente une des *maladies d'enfance* du socialisme prolétarien ».

La prosternation religieuse de Lutte ouvrière devant l'Etat s'inscrit en droite ligne de tous les sociaux-démocrates qui ont travesti les enseignements de Marx sur l'Etat. Lénine a écrit *l'Etat et la révolution* à la veille de la révolution d'Octobre précisément pour rétablir ces enseignements et armer ses camarades contre les obstacles réformistes à la révolution. Avec force citations de Marx et d'Engels il expliquait que l'Etat, ce sont en dernier ressort des détachements spéciaux d'hommes armés (la police, l'armée, les gardiens de prison) pour défendre l'ordre capitaliste. L'Etat ne représente pas ce qu'il y aurait de « vertueux » dans le capitalisme, il est au contraire la dernière ligne de défense de la classe capitaliste. C'est pourquoi les marxistes expliquent la nécessité non pas de l'investir de tâches « socialistes », mais de le détruire par une révolution ouvrière où les travailleurs en armes le remplaceront par leur propre Etat pour réprimer la résistance des

capitalistes, la *dictature du prolétariat*.

LO, elle, se définit toutes les semaines dans son journal en page 2 (en petits caractères) comme voulant « *remplacer* [non pas détruire] *l'Etat de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique* ». Nathalie Arthaud a déclaré dans ses récents discours qu'il fallait « *la destruction de ces institutions* » (de la bourgeoisie). Mais lesquelles exactement, elle ne le précise pas. En tout cas Arthaud ne parlait pas des bandes armées de la bourgeoisie.

Les cadres de LO sans aucun doute n'ignorent pas la théorie marxiste de l'Etat ; leur opportunisme n'en est que plus criminel : voilà LO qui s'enthousiasme pour la « grève » des matons (*Lutte Ouvrière*, 8 mai) ! LO a toujours refusé de s'opposer à Vigipirate, un plan de quadrillage militaire raciste des gares et des aéroports qu'avait mis en place Mitterrand contre les jeunes de banlieue lors de la première guerre du Golfe. Elle avait soutenu le rétablissement de l'ordre capitaliste pendant la révolte des banlieues de 2005, son dirigeant historique Robert Barcia qualifiant cette prise de position scandaleuse d'« *ânerie, bien sûr, mais mineure* ». LO a fait campagne aux municipales l'année dernière sur des listes exigeant le rétablissement ou l'installation de commissariats de police, comme par exemple à Romainville dans le 9-3.

C'est l'envers de la même médaille réformiste de LO : ils

défendent l'étatisme capitaliste et sa police, et de l'autre côté ils refusent de défendre la propriété collectivisée dans les Etats ouvriers déformés restants. Au fond la politique de LO a davantage en commun avec celle de Jean Jaurès, dont on a vu plus haut ce qu'en pensait Engels, qu'avec celle de Lénine et Trotsky. Il existe pourtant une continuité du parti bolchévique de Lénine, contrairement à ce qu'a prétendu Arlette Laguiller lors des mêmes meetings (« *la continuité du mouvement communiste révolutionnaire, la continuité physique en tout cas, fut rompue* »). Cette continuité passe par l'Opposition de gauche de Trotsky puis la Quatrième Internationale (dont se sépara Barta, le fondateur historique de la tendance de LO, du vivant de Trotsky) ; le parti le plus expérimenté et le plus solide dans la Quatrième Internationale était le Socialist Workers Party (SWP) américain de James P. Cannon, qui travailla directement avec Trotsky. Il s'opposa à la destruction par Michel Pablo et ses acolytes, ancêtres d'Olivier Besancenot, de la Quatrième Internationale, au début des années 1950. Lorsque le SWP rompit lui-même avec le trotskysme au début des années 1960, il y eut une opposition qui maintint le programme révolutionnaire trotskyste, la Tendance révolutionnaire. Exclue bureaucratiquement, elle est à l'origine de la tendance spartaciste internationale et aujourd'hui de la Ligue communiste internationale. Nous sommes le parti de la Révolution russe. Pour une Quatrième Internationale reforcée ! ■

## Lindsey...

Suite de la page 8

« *Nous avons réorienté ce conflit, de là où les médias voulaient le mener – vers un programme raciste – vers ce que nous avons mis en avant, à travers des discussions avec d'autres militants du Socialist Party, un programme de classe clair* » (*Socialist*, 19-25 février). Taaffe prétend que le mot d'ordre « *les emplois britanniques pour les ouvriers britanniques* » était « *un aspect mineur de la grève* » (*Socialism Today*, mars), tandis qu'on peut lire dans un récit de la grève de Lindsey publié dans le *Socialist* (5-11 février) que le BNP [British National Party, le groupe fasciste le plus important en Grande-Bretagne] « *a été éjecté de cette grève* ». Là n'est pas la question. **Pourquoi le BNP soutenait-il la grève ?** Le Socialist Party a sa part de responsabilité pour avoir mené une campagne chauvine qui a reçu le soutien enthousiaste des fascistes du BNP !

La contribution spécifique du Socialist Party à la grève de Lindsey a consisté à *remplacer* la revendication « *les emplois britanniques pour les ouvriers britanniques* » par celle-ci : « *Recensement sous contrôle syndical des ouvriers syndiqués au chômage et qualifiés qui sont présents localement, avec priorité à l'embauche quand des emplois sont disponibles.* » En l'occurrence, « *ouvriers syndiqués locaux* » signifie « *ouvriers britanniques* ». Comme nous le faisons remarquer dans notre article sur la grève de Lindsey, d'autres groupes de gauche travaillistes, comme Workers Power et le Socialist Workers Party (SWP) sont arrivés à adopter une position correcte en opposition à ces grèves réactionnaires. Mais, pour le SWP, cela n'a pas duré. Après avoir commencé par déclarer, à juste titre, que « *ces grèves sont basées sur les mauvais mots d'ordre et visent les mauvaises personnes* » (*Socialist Worker*, 31 janvier), le SWP a ensuite fait circuler une pétition tant malhonnête qu'opportuniste. D'un côté, cette pétition déclare :

« *Le mot d'ordre "les emplois britanniques pour les ouvriers britanniques" qui est arrivé au premier plan dans ce conflit ne peut que conduire à de profondes divisions au sein des communautés ouvrières. Ce mot d'ordre, lancé par Gordon Brown dans son discours à la conférence du Parti travailliste de 2007, est repris par la presse de droite et les nazis du BNP. Ce sont des forces qui ont toujours été violemment hostiles au mouvement syndical.* »

Mais on lit plus loin : « *Nous soutenons les revendications du comité de grève de la raffinerie de pétrole de Lindsey* » (« *Pétition pour l'unité dans la lutte pour l'emploi* », sur [petitiononline.com](http://petitiononline.com)).

Cette pétition constitue une capitulation en rase campagne devant le Socialist Party et la bureaucratie syndicale. La véritable signification, anti-étrangers, des revendications mises en avant par les grévistes de Lindsey qui réclamaient la préférence à l'embauche pour les ouvriers syndiqués « *locaux* », apparaît sans ambiguïté dans les articles du bulletin d'Unité consacrés à cette grève. Le numéro du printemps 2009 cite favorablement Steven Bright, un ouvrier au chômage de Newark spécialisé dans l'assemblage des structures métalliques, qui « *pense que les ouvriers étrangers envoient de l'argent chez eux au lieu de le dépenser dans la communauté sur place* » et estime que le gouvernement doit « *stopper l'arrivée de la main-d'œuvre étrangère qui vient faire un travail pour lequel nous sommes qualifiés et disponibles* ». Ce même article cite Simpson qui déclare « *ce sera une honte si les ouvriers du Royaume-Uni sont exclus de la construction de leurs propres centrales électriques* ».

Nous disons que le mouvement syndical ne doit pas se préoccuper de savoir *qui* les entreprises du bâtiment embauchent, mais *sur quelle grille salariale et dans quelles conditions de travail*. Les patrons cherchent à « *niveler par le bas* » les salaires et les conditions de travail de tous les ouvriers en dressant les nationalités. les unes contre les autres ; une grève digne de ce nom devrait contrer ces tentatives patronales en exigeant : **Tout travail doit être rémunéré**

**au tarif syndical en vigueur, quelle que soit la personne qui occupe l'emploi ! A travail égal, salaire égal !**

Une grève pour un emploi pour tous dans le bâtiment – c'est-à-dire y compris pour les ouvriers immigrés – serait nécessairement menée *en opposition* à la campagne actuelle, qui a montré son vrai visage lors de la manifestation des ouvriers de Staythorpe le 24 février à Newark, dans le Nottinghamshire, où au moins un manifestant était habillé aux couleurs de l'Union Jack et où un groupe de manifestants scandait « *les étrangers dehors* ». Quand une vidéo de cette manifestation a été postée sur YouTube, le Socialist Party a dû piteusement admettre la présence d'individus racistes : « *De façon troublante, une petite minorité d'ouvriers, en tête du défilé, ont scandé "Les étrangers dehors !"* » (socialist-party.org.uk, 4 mars). Le Socialist Party ne prétend pas que ses militants présents auraient protesté de quelque manière que ce soit, et encore moins qu'ils auraient essayé de chasser ces nerfs de la manifestation. Il faut remarquer que la pétition diffusée par le SWP a été signée par plusieurs personnalités de la « gauche » travailliste et des bureaucrates syndicaux, comme John McDonnell, Tony Woodley et Mark Serwotka, mais *pas* par Keith Gibson, ni par aucune autre personnalité du Socialist Party. On peut supposer que c'est parce qu'elle s'oppose (mollement) au mot d'ordre « *les emplois britanniques pour les ouvriers britanniques* ».

Pour s'opposer de façon conséquente à ces grèves réactionnaires, il faut un programme internationaliste révolutionnaire, et la perspective de mobiliser la classe ouvrière multi-ethnique de Grande-Bretagne dans une lutte pour le renversement révolutionnaire du système capitaliste raciste. C'est totalement à l'opposé du programme du Socialist Party (et du SWP), dont le « socialisme » est simplement le vieux programme social-démocrate travailliste, basé sur la promesse de nationaliser l'industrie sous le capitalisme tout en laissant intact l'Etat capitaliste. Le réformisme travailliste est intrinsèquement protectionniste, comme on le voit bien aujourd'hui avec les appels à renflouer l'emploi « britannique » et à minimiser les pertes du capitalisme britannique.

Les travailleurs de ce pays ont besoin d'un parti qui lutte pour leurs intérêts de classe, un parti ouvrier déterminé à

balayer le système capitaliste en faillite par une révolution socialiste, pour renverser l'ordre capitaliste dans le monde entier. Nous luttons pour un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique, partie intégrante d'une internationale léniniste-trotskyiste. La révolution socialiste instaurera un Etat ouvrier, gouverné non par un parlement mais par des soviets (conseils ouvriers), et elle jettera les bases d'économies rationnellement planifiées basées sur la production pour les besoins et non pour le profit. Ceci permettra du coup le développement des forces productives de sorte que la pauvreté, la pénurie et le besoin seront éliminés, jetant ainsi les bases pour créer une société socialiste égalitaire.

## Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

La crise économique mondiale a créé de profondes divisions au sein de l'Union européenne (UE). On l'a bien vu lors du sommet extraordinaire du 1<sup>er</sup> mars au cours duquel le président tchèque Mirek Topolánek, qui occupe actuellement la présidence tournante de l'UE, aurait exprimé son irritation face à la proposition du président français Nicolas Sarkozy d'exiger des constructeurs automobiles français, en échange d'une aide gouvernementale, qu'ils ferment leurs usines en Europe de l'Est et rapatrient leur production en France. Le lendemain du sommet, le Times écrivait dans un article intitulé « Un nouveau "rideau de fer" va séparer les riches et les pauvres de l'UE » : « *Vingt ans après la chute du mur de Berlin, les dirigeants occidentaux se sont vu expliquer hier que cinq millions d'emplois pourraient être perdus dans les "nouveaux" pays de l'Est de l'Union européenne si des mesures radicales n'étaient pas prises pour les renflouer* » (Times, 2 mars).

En tant que partisans de l'internationalisme prolétarien, nous sommes contre l'UE, un consortium impérialiste destiné à améliorer la compétitivité des impérialistes européens face à leurs rivaux américain et japonais et en même temps à pressurer les classes ouvrières en Europe, y compris par l'intensification du racisme visant leurs composantes minoritaires. Nous étions aussi contre l'extension de l'UE aux ex-Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, qui a mis à la disposition des bourgeoisies européennes un vaste réservoir de main-d'œuvre très bon marché. En même temps, nous sommes contre les restrictions au droit à travailler mises en place par les gouvernements d'Europe de l'Ouest contre les ouvriers originaires des « nouveaux » pays membres de l'UE.

L'extension de l'UE vers l'Est est une conséquence des contre-révolutions capitalistes qui ont frappé l'Europe de l'Est et l'Union soviétique entre 1989 et 1992. Ces contre-révolutions ont engendré chômage de masse et misère dans ces pays et dans le monde entier. Nous, les trotskystes de la Ligue communiste internationale (LCI), nous sommes battus pour mobiliser la classe ouvrière en défense des acquis que ces Etats incarnaient. Cette défaite historique pour les travailleurs et les opprimés a été soutenue par le SWP et le Socialist Party. Les taaffistes étaient sur les barricades d'Eltsine : le titre de première page de leur journal *Rabotchaya Demokratiya* (octobre 1991) proclamait : « *Là où nous étions* » « *Sur les barricades à Moscou* » « *Et à Léninegrad* » (voir *Workers Vanguard* n° 828, 11 juin 2004).



Jean-Pierre Clato/AFP

**Drapeau américain brûlé lors d'un rassemblement des Caterpillar à Grenoble. L'idée chauvine que les Etats-Unis ou l'Europe sont l'ennemi principal, et non la bourgeoisie française, est encouragée par les bureaucraties syndicales.**

Le rôle sordide des taaffistes dans la campagne pour des « emplois britanniques » a conduit Workers Power à quitter leur « campagne pour un nouveau parti ouvrier » (CNWP). C'est vraiment « trop peu et trop tard ». Workers Power a claqué la porte le 1<sup>er</sup> mars quand la majorité a voté pour une motion du Socialist Party qui saluait dans la grève de Lindsey une « victoire pour la classe ouvrière ». C'est alors seulement que ce pauvre Workers Power s'est rendu compte que le CNWP « est devenu simplement un paravent du SP et une caisse de résonance pour sa politique » (bulletin Internet de Workers Power, 10 mars).

La campagne actuelle pour les « emplois britanniques » brosse un portrait fidèle du genre de « nouveau parti ouvrier » que les taaffistes cherchent à construire. Mais c'est tout sauf une nouveauté. Leur politique — y compris leur soutien à la contre-révolution dans l'ex-Union soviétique et leur loyauté envers l'impérialisme britannique « démocratique », sa police et ses gardiens de prison, ainsi que son social-chauvinisme, tout cela fait partie intégrante du réformisme travailliste. C'est un programme que partage Workers Power. Comme les taaffistes, Workers Power était présent sur les barricades de la contre-révolution d'Eltsine en 1991 à Moscou. Avant la scission qui a emporté en 2006 la plupart de ses cadres fondateurs, qui ont ensuite formé le groupe Permanent Revolution (lequel aujourd'hui soutient sans vergogne les grèves pour les « emplois britanniques »), Workers Power soutenait invariablement le Parti travailliste dans les élections, une tradition que les deux fractions continuent de respecter après la scission. Au gouvernement, le vieux Parti travailliste avait en 1969 envoyé l'armée en Irlande du Nord pour renforcer le Royal Ulster Constabulary (RUC), la police féroce anti-catholiques ; et dans les années 1970, le Parti travailliste avait instauré en Grande-Bretagne d'infâmes mesures anti-immigrés. Fidèle à cette tradition, le Socialist Party refuse depuis des dizaines d'années d'appeler au retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord.

En Grande-Bretagne, on ne pourra construire un parti révolutionnaire qu'en opposition au réformisme travailliste, qui depuis plus d'un siècle sert à enchaîner la classe ouvrière aux exploiters capitalistes. Tony Blair a engagé le processus



Corbis

**Rabotchaya Demokratiya**, le journal russe de la tendance Militant, affiche fièrement son soutien à Eltsine et sa racaille « Sur les barricades à Moscou... » « ...Et à Léninegrad ».

de mutation du Parti travailliste, qui était ce que Lénine appelait un « parti ouvrier bourgeois ». Aujourd'hui, le Parti travailliste a déjà bien engagé sa mutation en un parti ouvertement bourgeois, et il est moribond en tant que parti réformiste. Décrivant la transformation du Parti travailliste par Blair, Peter Taaffe affirme que « des dirigeants comme Tony Blair en Grande-Bretagne et ses cousins sociaux-démocrates en Europe et ailleurs » sont passés « avec armes et bagages du côté de la bourgeoisie au lendemain de l'écroulement du stalinisme » (Socialism Today, mars).

N'en déplaise à Taaffe, les *dirigeants* des partis sociaux-démocrates sont passés « avec armes et bagages » du côté de la bourgeoisie au début de la Première Guerre mondiale, en août 1914. Les dirigeants des partis sociaux-démocrates sont devenus ce que Lénine appelait des sociaux-chauvins quand ils ont mobilisé la classe ouvrière derrière « leur » bourgeoisie. C'est une bonne description de ce que sont aujourd'hui les taaffistes. Lénine a lutté avec intransigeance pour gagner la base ouvrière de ces partis en cherchant à provoquer une *scission* politique avec le camp des sociaux-chauvins dans le mouvement ouvrier, le camp du travaillisme. Il écrivait : « *Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : c'est la collaboration des classes, la renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, la reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. Le social-chauvinisme est le prolongement direct et le couronnement de la politique ouvrière libérale anglaise* » (« L'opportunisme et la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale », 1916).

La LCI se fixe pour tâche de reforge la Quatrième Internationale de Trotsky, l'instrument indispensable afin de lutter pour de nouvelles révolutions d'Octobre en menant une lutte intransigeante contre la social-démocratie. Alors que le monde est aujourd'hui à nouveau frappé par une crise économique, les rivalités, entre puissances impérialistes concurrentes s'exacerbent. Nous disons que le prolétariat doit s'approprier le programme de solidarité internationale et de lutte que Karl Marx et Friedrich Engels avaient inscrit il y a plus de 160 ans sur l'étendard du mouvement communiste : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

— Traduit de Workers Hammer n° 206, printemps 2009

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK** 

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*  
 Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €  
 Canada : 5 \$Cdn

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_ CP \_\_\_\_\_  
 Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Chèques à l'ordre de la SEDI  
 Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

## A bas l'OTAN...

Suite de la page 3

dépendantes. Par deux fois au cours du siècle dernier, la concurrence interimpérialiste pour les matières premières, les marchés et les sphères d'exploitation a conduit au cataclysme de guerres mondiales. En 1915, en plein milieu de la Première Guerre interimpérialiste, le grand dirigeant bolchévique V.I. Lénine s'en est pris à ceux qui répandaient les illusions dans le capitalisme en prêchant la « paix en général » :

« Il n'est rien qui jetté davantage de poudre aux yeux des ouvriers, rien qui leur inculque davantage l'idée trompeuse que la contradiction entre le capitalisme et le socialisme est *superficielle*, rien qui *farde* davantage l'esclavage capitaliste. Non, nous devons utiliser l'état d'esprit favorable à la paix pour expliquer aux masses que les bienfaits qu'elles attendent de cette dernière sont irréalisables sans une série de révolutions. »

Guidés par ce programme révolutionnaire, Lénine et les bolchéviques ont dirigé la Révolution d'octobre 1917 qui a renversé le capitalisme et sorti la Russie de la Première Guerre mondiale.

L'alliance guerrière de l'OTAN a été forgée après la Deuxième Guerre mondiale – et la défaite infligée par l'Armée rouge soviétique au Troisième Reich de Hitler – dans le cadre de la campagne impérialiste pour « refouler le communisme ». Depuis la guerre de Corée dans les années 1950 jusqu'au coup d'Etat militaire de 1980 dans l'avant-poste de l'OTAN qu'est la Turquie, la croisade antisoviétique dirigée par les USA a été scellée dans le sang de millions d'ouvriers, de militants de gauche et de membres des nationalités opprimées. L'ordre mondial impérialiste d'aujourd'hui a été façonné par la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992. C'était là une défaite historique pour les masses ouvrières du monde entier, et en particulier pour les populations de l'ex-Union soviétique, d'Europe de l'Est et de l'ex-RDA, qui sont confrontées à une misère massive. La restauration capitaliste s'est accompagnée de massacres intercommunautaires et de guerres fratricides sanglantes, et elle a nourri ceux-ci, comme on l'a vu récemment avec la guerre entre la Russie et la Géorgie, un Etat-client des Etats-Unis. L'effondrement de l'URSS a encouragé les impérialistes à chercher à imposer leur loi en toute impunité dans le monde entier. Les résultats catastrophiques de la contre-révolution montrent l'importance vitale qu'a aujourd'hui la défense militaire inconditionnelle de la Chine, le plus puissant des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés restants, et des autres pays où la domination capitaliste a été renversée : Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam. Nous appelons à la révolution politique prolétarienne pour remplacer les bureaucraties staliniennes parasitaires par des régimes basés sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme bolchévique.

### Barack Obama : le commandant en chef de l'impérialisme américain raciste

Aujourd'hui, il faut réaffirmer cette vérité élémentaire : le Président de l'Etat capitaliste américain est l'*ennemi de classe* des ouvriers et des opprimés du monde entier, et notamment, aux Etats-Unis, du prolétariat, des immigrés et de



Table de littérature de la LCI au congrès « Non à l'OTAN ! » du 5 avril, le lendemain de l'attaque contre la grande manifestation anti-OTAN.

la population noire qui subit une oppression spécifique. Il y a tout un cinéma sur la décision de fermer Guantánamo (d'ici un an) et d'envisager la libération de certains détenus, mais Obama approuve la détention illimitée, qui fait penser aux dictatures policières, et de façon plus générale il s'est engagé à poursuivre la « guerre contre le terrorisme » de Bush. En cela, il est en accord complet avec les dirigeants européens qui souhaitent juste mettre un léger vernis « humanitaire » sur cette croisade, qui est utilisée par tous les gouvernements impérialistes pour renforcer la répression contre les minorités opprimées et la classe ouvrière et pour justifier idéologiquement les déprédations impérialistes. Les Etats-Unis, l'ONU et l'UE appliquent des sanctions contre l'Iran et continuent à menacer ce pays à cause de son programme nucléaire. Rien ne montre davantage que l'Iran *a besoin* d'armes nucléaires pour dissuader une attaque impérialiste.

Alors que l'impérialisme US cherche une « stratégie de sortie » du borbier qu'est l'Irak dévasté, avec Obama son attention s'est déplacée sur l'Afghanistan, où une force d'occupation de l'OTAN, forte de 68 000 soldats, y compris un contingent non américain de 32 000 hommes, continue depuis huit ans à ravager le pays. Obama a fait campagne et a été élu avec la promesse de réduire le nombre de soldats américains en Irak afin de poursuivre ce qu'une fraction significative de la bourgeoisie américaine considère comme des buts plus stratégiques. C'est exactement ce qu'Obama est maintenant en train de faire en envoyant 17 000 soldats américains supplémentaires en Afghanistan et en multipliant les bombardements américains meurtriers contre des villages du Pakistan voisin. Depuis des années, les Etats-Unis soutiennent un régime dictatorial après l'autre à Islamabad, tout en encourageant le développement des forces fondamentalistes islamiques qui ont les faveurs de l'armée pakistanaise. Maintenant ce pays instable et qui possède l'arme nucléaire pourrait bien commencer à se désintégrer sous l'impact de l'extension de la guerre en Afghanistan décidée par Obama et sous l'impact des pressions américaines pour que l'armée pakistanaise nettoie les zones tribales frontalières de l'Afghanistan des talibans et de leurs alliés.

Cette escalade militaire se produit alors que la base économique de l'impérialisme américain subit un effondrement qui prend des proportions internationales. La contradiction entre

Visitez le site web de la LCI  
[www.icl-fi.org](http://www.icl-fi.org)

# Amnistie pour tous les manifestants contre l'OTAN ! Libération immédiate et levée des inculpations !

*Nous publions ci-dessous une déclaration commune du Comité de défense sociale et du Komitee für soziale Verteidigung datée du 8 avril.*

\* \* \*

Le Komitee für soziale Verteidigung (KfsV) et le Comité de défense sociale (CDDS), qui sont alliés fraternellement, dénoncent avec force la première série de condamnations prononcées contre des participants aux manifestations contre le sommet de l'OTAN. A l'issue d'un procès expéditif, qui rappelle les pratiques des dictatures policières, et en violation de leurs droits les plus élémentaires, six jeunes Français et Allemands ont été condamnés à des peines allant de six mois de prison avec sursis à six mois ferme et interdiction de séjour en France. De plus, trois jeunes Français, arrêtés à la sortie d'un supermarché pour avoir acheté du white spirit, sont maintenus en détention dans l'attente de leur procès le 5 mai. Après la mort d'un homme aux mains de la police britannique lors de la manifestation londonienne contre le G20, des dizaines de manifestants ont été blessés, dont certains grièvement, lors de l'attaque policière brutale contre les manifestations anti-OTAN. Plus de 300 manifestants ont été arrêtés. Le président français Sarkozy a exigé que les manifestants soient « punis avec la plus extrême sévérité ». Dans les semaines qui viennent il y aura certainement de nouvelles arrestations. Le KfsV et le CDDS déclarent : ***A bas les condamnations scandaleuses visant les manifestants anti-OTAN ! Levée immédiate de toutes les inculpations ! Libération de tous les manifestants anti-OTAN arrêtés !***

En France comme en Allemagne, l'Etat capitaliste, avant même le début du sommet, a tout fait pour empêcher une participation de masse aux manifestations : déploiement policier menaçant, chasse aux sorcières contre les anarchistes, instauration d'un système d'autorisation policière pour empêcher la participation d'activistes de gauche connus, espionnage de l'équipe de conseillers juridiques d'urgence à Offenburg, interdiction de traverser la frontière à 3 000 personnes dans les jours précédant les manifestations, transformation de fait de Strasbourg en zone d'occupation militaire, etc. La terreur policière, les condamnations et les procès qui suivent aujourd'hui sont la continuation de cette campagne d'Etat, qui vise à criminaliser et à réprimer toute protestation contre les crimes des gouvernements capitalistes en Allemagne, en France, aux Etats-Unis, etc.

Sont aujourd'hui visés de courageux militants de gauche qui manifestent contre l'alliance de guerre impérialiste meurtrière qu'est l'OTAN, un instrument avec lequel les impérialistes prétendent imposer dans le sang leurs intérêts dans le monde entier. Seront visés demain ceux qui se dressent contre les intérêts des capitalistes à l'intérieur, comme les syndicalistes qui font grève contre les licenciements et les baisses de salaire, ou les immigrés et les minorités qui se battent contre la discrimination raciste. ***Le mouvement ouvrier doit dénoncer les attaques brutales contre les manifestants anti-OTAN ainsi que les scandaleuses condamnations !***

l'écrasante suprématie militaire de l'impérialisme US et l'affaiblissement de sa position économique est la cause de l'agressivité et l'irrationalité accrues des dirigeants américains. Ils considèrent la présidence d'Obama comme leur meilleure carte, dans cette situation, pour affirmer leur position dominante. Accomplissant sa part du travail, la gauche réformiste des Etats-Unis a adopté comme perspective « tout sauf Bush ». Elle était aux anges après la victoire d'Obama, à l'exemple du Workers World Party qui pavait dans le numéro du 20 novembre 2008 de son journal : « *En tant que communistes et révolutionnaires, nous nous réjouissons avec les opprimés et les autres progressistes rassemblés dans l'allégresse, de Harlem à la Colombie, au Japon et au Kenya, après l'élection d'Obama.* »

En complète opposition à ce genre de passion grotesque pour le nouveau commandant en chef d'un impérialisme américain maculé de sang, la Spartacist League/U.S., section de la Ligue communiste internationale (LCI), s'est refusée par principe à soutenir Obama et tous les autres politiciens bourgeois, et lutte pour arracher les ouvriers, les jeunes et les opprimés aux illusions dans le Parti démocrate capitaliste et pour forger le parti ouvrier multiracial révolutionnaire qu'il faut pour balayer l'impérialisme américain. Notre section américaine a dit la *vérité* sur ce que signifiera la présidence d'Obama, quand elle écrivait, juste après les élections :

« Du point de vue de la classe ouvrière et des opprimés du monde entier, il n'y a *rien à célébrer* dans la victoire d'Obama, et beaucoup à craindre. L'enthousiasme soulevé dans de larges secteurs de la bourgeoisie est par contre justifié. Après près de

huit ans d'un des régimes les plus incompetents et les plus détestés de l'histoire récente des Etats-Unis, ils ont maintenant avec Obama un visage plus rationnel pour leur système irrationnel et brutal. Obama nourrit aussi les illusions dans les ornements de la démocratie bourgeoise, grâce auxquels les capitalistes déguisent leur pouvoir avec l'apparence d'un mandat populaire. A l'étranger, Obama fournit un précieux lifting à l'impérialisme américain, l'ennemi principal des travailleurs du monde entier. »

– *Workers Vanguard* n° 925, 21 novembre 2008

## Les réformistes européens soutiennent leurs propres dirigeants impérialistes

De leur côté, les réformistes européens ont aussi salué la victoire d'Obama au nom de la politique bourgeoise du « moindre mal ». Ils regardent l'administration Obama, à travers les lunettes de leurs propres exploiters capitalistes, comme étant plus raisonnable et « multilatéraliste » que celle de son prédécesseur. Ainsi, Gregor Gysi, Oskar Lafontaine et Lothar Bisky, les dirigeants du parti social-démocrate allemand Die Linke (Parti de gauche), ont envoyé leurs « *félicitations les plus sincères* » : « *Le combat pour éliminer la pauvreté dans le monde, pour la résolution pacifique des conflits, contre la catastrophe écologique et, en ce moment, contre la crise financière internationale la plus sévère des 80 dernières années, exige une coopération et une collaboration plus étroites de la communauté des Etats, sur la base du droit international* » (5 novembre 2008).

Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolu-

tionnaire (LCR), section française du « Secrétariat unifié » pseudo-trotskyiste qui s'est depuis liquidée dans sa propre création, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ouvertement social-démocrate, a apporté son grain de sel d'« extrême gauche ». Tout en reconnaissant qu'Obama est un « défenseur du capitalisme », Krivine, dans le numéro du 22 janvier de *Rouge*, le journal de la LCR, s'enthousiasmait : « Sa popularité et les espoirs qu'il soulève sont à la mesure du discrédit, voire du dégoût, qu'aura laissés la politique de Bush. Alors, ne boudons pas notre plaisir de voir enfin émerger une condamnation totale de ce qui fut l'une des présidences les plus réactionnaires des Etats-Unis. Mieux vaut tard que jamais. »

Comme ces éloges au nouveau flic en chef de l'impérialisme américain le soulignent, l'opposition des réformistes à des politiques déterminées de l'OTAN et des Etats-Unis, comme l'invasion de l'Irak en 2003 ou aujourd'hui l'envoi de soldats supplémentaires en Afghanistan, n'a rien à voir avec une quelconque opposition au système impérialiste. Au contraire, les réformistes considèrent ces politiques comme allant contre les « intérêts nationaux » de leur propre pays capitaliste qui, estiment-ils, seraient mieux défendus par une plus grande indépendance vis-à-vis d'une OTAN dominée par les Etats-Unis, par exemple grâce à un axe capitaliste franco-germano-russe préconisé par Lafontaine. En mobilisant pour les manifestations de Strasbourg, le NPA exige essentiellement que « la France doit renoncer à son intégration dans le commandement militaire de l'OTAN » alors que les groupes réformistes en Allemagne, en particulier le Parti communiste (DKP), *junge Welt* et les résidus du stalinisme autour de la Plate-forme communiste de Die Linke, font campagne pour que l'impérialisme allemand « se retire de l'OTAN ».

Fin 2002, la LCR, Rifondazione Comunista en Italie, le Socialist Workers Party et Workers Power en Grande-Bretagne avaient signé un appel commun « A tous les citoyens d'Europe et leurs représentants » : « Les voix qui se solidarisent avec le peuple irakien n'ont aucune chance d'être entendues par la Maison-Blanche. Mais nous avons encore la possibilité d'influencer les gouvernements européens puisque beaucoup sont opposés à cette guerre. Nous lançons donc un appel en direction de nos chefs d'Etat européens pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU. Nous leur demandons également d'exiger que George Bush mette fin à ses préparatifs de guerre. » C'est ce qui s'appelle amnistier la bourgeoisie allemande d'Auschwitz, les impérialistes français qui ont noyé l'Algérie dans le sang, les occupants britanniques en Irlande du Nord et les bouchers italiens de l'Ethiopie. La seule raison pour laquelle les impérialistes européens sont actuellement plus hésitants à s'embarquer dans leurs propres aventures impérialistes à l'étranger, c'est que leur puissance militaire est très inférieure à celle des USA.

Cet appel servile innocentait les gouvernements européens impliqués jusqu'au cou dans la « guerre contre le terrorisme » et l'occupation de l'Afghanistan et des Balkans. C'était un soutien objectif aux énormes attaques anti-ouvrières et racistes que ces mêmes gouvernements capitalistes menaient sur leur terrain national. Maintenant qu'Obama est président, les réformistes européens pensent apparemment que leurs dirigeants pourront être « écoutés à la Maison-Blanche » – si seulement on applique une « pression de masse » suffisamment forte.

Dès avant la guerre aérienne contre la Serbie en 1999 et l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003, nous, la LCI, avons pris position pour la défense militaire de ces pays contre l'agression impérialiste, sans donner aucun

soutien politique aux talibans, ces coupe-jarret réactionnaires et anti-femmes, ou aux dictatures capitalistes sanglantes de Saddam Hussein et de Slobodan Milosevic. Nous nous sommes opposés à l'embargo des Nations Unies pour affamer l'Irak, et aux autres sanctions impérialistes de l'ONU. Nous avons insisté que chaque victoire pour les impérialistes dans leurs aventures militaires encourage de nouvelles guerres de prédation ; chaque revers contribue à favoriser les luttes des travailleurs et des opprimés du monde entier. Nous appelons au retrait immédiat et sans condition de toutes les troupes des USA, de l'OTAN, de l'UE et de l'ONU d'Irak, d'Afghanistan, du Pakistan, du Proche-Orient, d'Asie centrale et des Balkans. Le moyen principal pour défendre les victimes de l'oppression néocoloniale contre la puissance militaire écrasante de l'impérialisme américain et ses alliés de l'OTAN est la lutte de classe internationale, tout particulièrement la lutte du prolétariat multiracial des Etats-Unis et celle de ses frères et sœurs de classe en Europe, au Japon et ailleurs.

Le social-chauvinisme et la prostration des réformistes devant les dirigeants impérialistes en politique extérieure ont leur équivalent sur le plan domestique dans leur soutien à la collaboration de classes et au protectionnisme. La crise économique mondiale brise l'illusion qu'il est possible d'avoir une unité impérialiste durable, que ce soit au sein de l'Europe ou entre l'Europe et les Etats-Unis. Entre-temps, les impérialistes d'Europe occidentale ont dit à leurs bourgeoisies clientes d'Europe de l'Est d'aller au diable. Et, comme toujours, les lieutenants ouvriers du capitalisme se tiennent aux côtés de « leurs » exploiters. En Allemagne, le SPD, Die Linke et la bureaucratie syndicale font campagne pour que le constructeur automobile Opel, actuellement une filiale de General Motors, « redevienne allemand ». En Grande-Bretagne, les bureaucraties syndicales d'UNITE et GMB ont soutenu en février dernier des grèves où des ouvriers du bâtiment exigeaient « les emplois britanniques pour les ouvriers britanniques », un mot d'ordre depuis longtemps associé aux fascistes (qui ont participé aux rassemblements de grévistes) et récemment réaffirmé par le Premier Ministre travailliste Gordon Brown. De manière scandaleuse, la section britannique du Comité pour une internationale ouvrière (CIO), la tendance pseudo-trotskyiste dirigée par Peter Taaffe, a justifié et aidé à diriger ces grèves réactionnaires.

Il est dans l'intérêt vital du mouvement ouvrier de défendre les ouvriers étrangers en luttant pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, et en mobilisant contre la terreur raciste et les attaques contre les droits démocratiques. Le réformisme a une logique intrinsèquement nationaliste et divise la classe ouvrière selon des lignes de fracture raciales, ethniques et nationales en la faisant se disputer pour quelques miettes que les capitalistes veulent bien jeter à leurs esclaves salariés. Pour mettre fin à ce jeu où on perd à tous les coups, il faut un programme pour la lutte de classe internationale contre l'ennemi capitaliste commun. Comme l'écrivait en 1934 Léon Trotsky, codirigeant avec Lénine de la révolution d'Octobre :

« Ne pas se lier en temps de guerre à l'Etat national, suivre la carte, non de la guerre, mais de la lutte des classes, n'est possible que pour un parti qui a déjà déclaré une guerre inexpiable à l'Etat national en temps de paix. C'est seulement en réalisant pleinement le rôle objectivement réactionnaire de l'Etat impérialiste que l'avant-garde prolétarienne s'immunise contre toutes les sortes de social-patriotisme. Cela signifie qu'une rupture réelle avec l'idéologie et la politique de « défense natio-

nale" n'est possible que du point de vue de la *révolution prolétarienne internationale*. »

— « La guerre et la IV<sup>e</sup> Internationale »

Nous luttons dans cet esprit pour faire prendre conscience à la classe ouvrière qu'il faut abattre la forteresse Europe raciste et l'Union européenne capitaliste par la révolution ouvrière. L'UE est une alliance réactionnaire contre les travailleurs, centrée sur les principales puissances impérialistes européennes qui cherchent à mieux se positionner dans la concurrence avec leurs rivales américaine et japonaise. Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe et une économie planifiée socialiste internationale !

### Pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier !

Dans les années 1980, l'Afghanistan était aussi au centre de la campagne de guerre que menaient les impérialistes de l'OTAN. Fin 1979, l'Armée rouge soviétique était intervenue en Afghanistan en réponse aux demandes répétées du régime nationaliste modernisateur du PDPA qui cherchait à introduire un minimum de réformes sociales et qui faisait face au *djihad* (guerre sainte) des réactionnaires, propriétaires terriens, chefs tribaux et mollahs soutenus par les Etats-Unis. Les impérialistes américains avaient utilisé l'intervention soviétique comme prétexte d'une nouvelle croisade antisoviétique en formant et en finançant massivement les *moudjahidin* réactionnaires par l'intermédiaire principalement de l'armée et de l'Inter-Services Intelligence (services secrets) pakistanais pour tuer les soldats soviétiques. Les talibans et Al-Qaida sont les monstres de Frankenstein qui se sont retournés contre leurs anciens maîtres impérialistes.

L'intervention soviétique était sans aucune ambiguïté pro-

gressiste ; elle illustrait la conception trotskyste que l'Union soviétique, en dépit de sa dégénérescence sous une caste bureaucratique stalinienne, demeurerait un Etat ouvrier qui incarnait des acquis historiques issus de la révolution d'Octobre, essentiellement l'économie planifiée et la propriété collectivisée. C'était là des acquis gigantesques, notamment pour les femmes et les peuples historiquement musulmans de l'Asie centrale soviétique. Pendant l'intervention soviétique, des milices de femmes afghanes volontaires se sont battues les armes à la main contre les tueurs *moudjahidin* de la CIA, pour le droit élémentaire de ne pas porter la *burqa* et ne pas être vendues comme du bétail. La tendance spartaciste internationale, aujourd'hui la LCI, disait « *Salut à l'Armée rouge en Afghanistan !* » et appelait à étendre les acquis sociaux d'Octobre aux peuples afghans.

De l'autre côté, les *moudjahidin* et les impérialistes ont vu se rallier à eux le gros de la gauche réformiste internationale, qui s'est jointe à ses maîtres en vociférant pour le retrait des forces soviétiques. Nous, les trotskystes de la LCI, nous sommes les seuls à nous être battus jusqu'au bout contre la contre-révolution, de Berlin-Est à Moscou, en cherchant sur cette base à mobiliser les masses travailleuses pour balayer les bureaucrates staliniens capitulards et pour instaurer le pouvoir des conseils ouvriers. Nous étions guidés en cela par le même programme révolutionnaire internationaliste que celui avec lequel nous battons aujourd'hui pour forger des partis ouvriers révolutionnaires, sections d'une Quatrième Internationale reforgée, le parti mondial de la révolution socialiste. La voie de la révolution prolétarienne internationale constitue la seule alternative à la destruction de l'humanité par l'impérialisme. *A bas l'impérialisme ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier !* ■

## Charte 08...

Suite de la page 24

défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution. Pour répondre aux aspirations des ouvriers et des travailleurs ruraux chinois aux droits démocratiques et à un gouvernement qui représente leurs besoins et leurs intérêts, nous disons qu'il faut une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne nationaliste et instaurer un gouvernement basé sur des conseils élus d'ouvriers et de paysans, un gouvernement attaché à l'internationalisme prolétarien révolutionnaire. Cette perspective, qui a pour prémisses la défense des acquis de la révolution, est diamétralement opposée aux machinations contre-révolutionnaires de groupements comme la Charte 08.

### « Droits de l'homme » et « démocratie » au service de la contre-révolution

Le nom Charte 08 fait référence à la Charte 77, un document rédigé par des dissidents tchécoslovaques en 1977. Ce mouvement, et d'autres groupes similaires, avaient été encouragés et mis en avant par la campagne sur les « droits de l'homme » lancée par le Président américain d'alors, le démocrate Jimmy Carter, dans le but d'effectuer un travail de sape politique contre l'Union soviétique et ses partenaires du bloc d'Europe de l'Est. Ce n'est, comme on dit, pas un hasard si Vaclav Havel, une des figures de proue de la Charte 77, a joué plus tard, en 1989-1990, un rôle central dans la contre-révolution soutenue par les impérialistes en Tchécoslovaquie.

Beaucoup plus ouvertement encore que Havel et Cie en

1977, le groupe réuni autour de la Charte 08 brandit les mots d'ordre de « droits de l'homme » et de « démocratie » pour attaquer la destruction révolutionnaire du pouvoir capitaliste. La Charte déclare : « où va la Chine au XXI<sup>e</sup> siècle ? Poursuivra-t-elle sa "modernisation" autoritaire, ou épousera-t-elle les valeurs universelles, rejoindra-t-elle le lot commun des nations civilisées et bâtira-t-elle un système démocratique ? » Concrètement, la Charte explique qu'il faut « mettre fin au privilège spécial accordé à un parti qui a le droit de monopoliser le pouvoir, et nous devons garantir le principe d'une concurrence libre et égale entre tous les partis politiques ».

Une « démocratie » sans contenu de classe n'existe pas. Le gouvernement parlementaire à l'occidentale, élu au suffrage universel, est une forme politique déguisée de la *dictature de la classe capitaliste*. Dans un tel système, la classe ouvrière est politiquement réduite à une somme d'individus isolés. La bourgeoisie peut efficacement manipuler l'électorat à travers le contrôle qu'elle exerce sur les médias, le système éducatif et les autres institutions qui façonnent l'opinion publique. Dans toutes les « démocraties » capitalistes, les responsables gouvernementaux sont à la solde des banques et des grandes entreprises. Comme l'expliquait Lénine en 1918 dans son ouvrage polémique *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* : « Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominal*e proclamée par la "démocratie" des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. »

Le mot d'ordre de la « démocratie » pure pourrait servir jusqu'à un certain point à mobiliser les forces de la contre-révolution en Chine, mais leur victoire ne conduirait pas à un

régime bourgeois stable de type parlementaire. La Chine serait au contraire asservie et peut-être démembrée par les impérialismes américain, européens de l'Ouest et japonais, et transformée en un gigantesque bagne.

La République populaire de Chine est une expression bureaucratiquement déformée de la *dictature du prolétariat*. Le pouvoir de classe des capitalistes a été brisé et l'économie collectivisée, mais le prolétariat est privé du pouvoir politique direct. Ce qu'il faut, c'est lutter pour la démocratie prolétarienne. Les ouvriers et les travailleurs des campagnes ont besoin de leurs propres institutions gouvernementales de classe, les soviets (le terme russe pour conseils), qui seraient ouverts à tous les partis qui défendent l'Etat ouvrier.

## La Charte 08 fait la promotion du capitalisme de « libre marché »

L'appel à la restauration capitaliste de la Charte 08 est sans ambiguïté :

« Nous devrions établir et protéger le droit à la propriété privée, et promouvoir un système économique de marché libre et honnête [...]. Nous devrions créer un Comité des entreprises d'Etat, responsable devant le Parlement, qui superviserait le transfert de la propriété de l'Etat vers le secteur privé d'une manière honnête, concurrentielle et ordonnée. »

Il est pour le moins ironique de réclamer ainsi le retour du capitalisme de « libre marché » au moment même où l'irrationalité destructrice du système capitaliste – l'anarchie du marché – est plus évidente que jamais depuis plusieurs dizaines d'années. Le capitalisme mondial est en proie à une crise financière/économique de plus en plus grave, centrée sur les pays impérialistes d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest et sur le Japon. Les gouvernements de ces pays tentent désespérément d'enrayer l'hémorragie en nationalisant les banques, en multipliant les subventions aux industries clés et en ayant recours à d'autres formes d'intervention de l'Etat dans l'économie. En même temps, beaucoup de politiciens américains, notamment autour de l'administration démocrate d'Obama, préconisent davantage de protectionnisme à l'encontre de la Chine.

On pourrait avoir l'impression que les auteurs de la Charte 08 ont tiré leur programme néolibéral pour privatiser l'industrie et le commerce des éditoriaux du *Wall Street Journal* ou de l'hebdomadaire londonien *The Economist* d'il y a

deux ou trois ans. En fait, leur source d'inspiration est probablement plus proche de la Chine. Malgré son hostilité au régime du PCC, la Charte 08 a, d'une certaine façon, poussé la doctrine du « socialisme de marché » des dirigeants du PCC à sa conclusion logique. Depuis des dizaines d'années, les stalinien de Pékin vantent la supériorité des mécanismes de marché et de la concurrence sur la planification et la gestion centralisées. Ils utilisent l'aiguillon du marché pour tenter de résoudre le problème de stagnation de la productivité inhérent au commandisme bureaucratique en vigueur sous Mao. Ils prétendent que la Chine pourrait devenir une grande puissance en s'intégrant au marché capitaliste mondial via les investissements étrangers et les exportations de produits manufacturés bon marché vers les États-Unis et l'Europe de l'Ouest. Mais aujourd'hui cette stratégie économique est battue en brèche – de façon spectaculaire – par la crise économique capitaliste mondiale.

Le poids déterminant des entreprises et des banques d'Etat a évité à la Chine d'être entraînée dans une crise économique aussi profonde que celle qui fait rage dans la plupart des pays capitalistes. Néanmoins, des secteurs importants de son économie ont été durement touchés. Dans la province du Guangdong, le centre des industries d'exportation chinoises, les livraisons ont chuté de *plus de 50 %* au cours des deux premiers mois de cette année. Déjà plus de 20 millions de travailleurs migrants ont été licenciés, principalement par des usines appartenant à des capitalistes étrangers ou chinois de l'étranger et qui produisent des biens de consommation pour l'exportation.

Ceci a déclenché une poussée de luttes ouvrières défensives, à l'occasion desquelles des ouvriers en colère, qui réclament le versement de salaires non payés ou d'indemnités de licenciement, en viennent aux mains avec la police. Le régime du PCC a réagi par un mélange de répression, de versement d'indemnités pécuniaires à certains des nouveaux chômeurs, et en revenant sur certaines de ses mesures de privatisation. « Autant pour le capitalisme », proclamait le titre d'un article de *The Economist* (5 mars) sur les récentes mesures économiques de Pékin, en notant à regret, que « l'ouverture » de l'économie chinoise était apparemment passée « en marche arrière ».

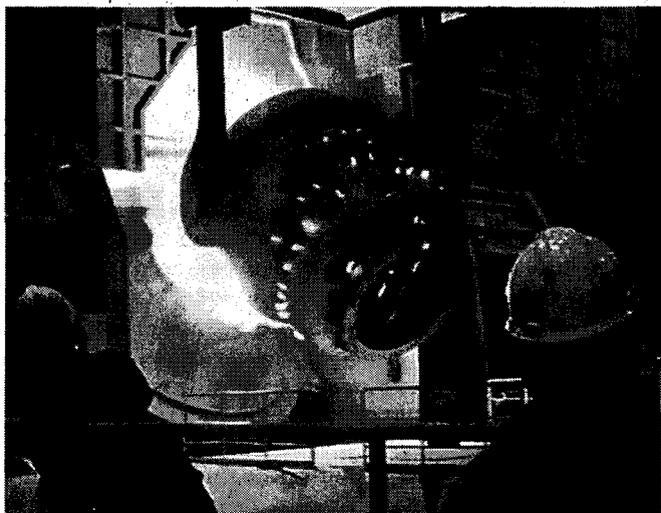
## Les sociaux-démocrates anticommunistes applaudissent la Charte 08

Il est normal que les principaux organes d'opinion publique bourgeoise approuvent la Charte 08. Mais c'est aussi le cas d'un certain nombre de groupes qui se proclament socialistes, et même trotskystes. En réalité, ces groupes rejettent le trotskysme au profit d'un programme de contre-révolution capitaliste « démocratique ».

Un article récent du groupe hongkongais *October Review*, lié aux pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (SU, auquel est associé en France Olivier Besancenot), soutient sans la moindre critique la Charte 08 (« L'état des droits de l'homme en Chine », 31 décembre 2008). Saluant « les efforts du peuple pour la démocratie et les droits de l'homme », cet article ne mentionne pas une seule fois ni le capitalisme, ni le socialisme, ni la classe ouvrière !

De son côté, le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) dirigé par Peter Taaffe (représenté en France par la Gauche révolutionnaire, courant du NPA), écrit :

« Ce manifeste, qui a maintenant recueilli plus de 7 000 signatures, demande la fin du régime du parti unique et les droits



Siemens Metal & Mining

L'usine sidérurgique Baosteel à Shanghai fait partie de l'industrie collectivisée chinoise.



China Photos

La crise économique capitaliste mondiale a ralenti la croissance chinoise, frappant en particulier les industries d'exportation. A gauche : salon de l'emploi géant dans la province du Shaanxi, le 1<sup>er</sup> mars. A droite : à Harbin, le 18 mars, des ouvriers licenciés organisent un sit-in pour exiger le rétablissement des indemnités d'assurance et de retraite.



AP

civiques de base – toutes choses pour lesquelles les socialistes se battent aussi (cependant, beaucoup de signataires de la "Charte 08" sont des libéraux, favorables à une accélération du rythme des "réformes économiques" capitalistes).

– chinaworker.info, 16 janvier

Le CIO critique les propositions économiques de la Charte 08, mais *s'identifie positivement* à son appel à la « démocratie ». Il n'y a là rien de nouveau pour les taaffistes, qui ont soutenu toutes sortes de forces anticommunistes dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés. Dans les dernières années tumultueuses de l'URSS, ils ont soutenu le camp « démocratique » des partisans de la restauration capitaliste derrière Boris Eltsine. En août 1991, Eltsine, ouvertement soutenu par le Président américain d'alors, George Bush père, avait dirigé avec succès un contre-coup d'Etat contre les débris d'une oligarchie du Kremlin en pleine désintégration. Les taaffistes avaient alors rejoint la racaille réactionnaire d'Eltsine sur les barricades de Moscou. A l'opposé, nos camarades à Moscou avaient diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires un tract qui proclamait : « Ouvriers soviétiques : Repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » La contre-révolution capitaliste a apporté aux peuples de l'ex-Union soviétique et d'Europe de l'Est chômage de masse, diminution de l'espérance de vie et dégradation sociale ; elle a aussi encouragé les exploiters impérialistes à s'attaquer aux travailleurs et aux minorités raciales et ethniques.

Aujourd'hui, le CIO diffuse les textes du *China Labor Bulletin* (CLB) basé à Hongkong. Le CLB se présente comme une organisation ouvrière qui milite pour des « syndicats ouvriers indépendants », mais c'est en réalité un groupe contre-révolutionnaire qui a des liens directs avec l'impérialisme américain. Han Dongfang, son dirigeant, a depuis pas mal de temps une émission sur Radio Free Asia, une radio de la CIA ; il est également vice-président du Mouvement mondial pour la démocratie, une officine fondée et dirigée par le National Endowment for Democracy (NED-Fondation nationale pour la démocratie), un groupe-paravent bien connu de la CIA. Han a été surnommé le « Lech Walesa chinois », du nom du dirigeant de l'organisation polonaise Solidarnosc. Dans les années 1980, Solidarnosc, le seul « syndicat » soutenu par Reagan, Thatcher et le Vatican, avait pris la tête de la campagne pour réinstaurer l'exploitation capitaliste dans le

bloc soviétique, sous couvert de « démocratie », avec le soutien sans réserve des taaffistes et du SU.

Comme la revendication d'« élections libres » de la Charte 08, l'appel à des « syndicats libres » sur le modèle de Solidarnosc est pour la classe ouvrière un piège réactionnaire. La lutte pour des syndicats libérés du contrôle bureaucratique, une question importante pour les travailleurs chinois attaqués de toutes parts, doit être basée sur la défense de l'Etat ouvrier issu de la Révolution de 1949. Cette lutte, ainsi que le combat pour le droit de réunion et la liberté de la presse, sera menée dans le cadre du combat pour la démocratie des soviets, pour la formation de conseils ouvriers qui s'opposeront aux parasites bureaucratiques et réprimeront les éléments contre-révolutionnaires.

### Des instruments consentants de l'impérialisme US

Les dirigeants de la Charte 08 ne sont pas des naïfs ; beaucoup d'entre eux sont aussi ouvertement associés avec l'impérialisme US. Liu Xiaobo, un des principaux organisateurs, est président du « Centre chinois indépendant de PEN », qui est installé aux Etats-Unis et reçoit des financements réguliers du NED. Deux autres porte-parole en vue de la Charte, Li Baiguang et Teng Biao, ont reçu le « prix de la démocratie » du NED lors d'une cérémonie organisée l'année dernière à Washington. A ce jour, il semble que le régime du PCC ait réprimé ces dissidents pro-impérialistes avec une inhabituelle modération. Bien qu'il ait entrepris de bloquer la diffusion de la Charte sur Internet, il n'a arrêté qu'un seul de ses porte-parole, Liu Xiaobo, plusieurs autres ayant été brièvement détenus ou placés sous surveillance. Ceci contraste avec la répression sévère qui vise les dirigeants de grèves ou d'actions de protestation ouvrières.

Malgré notre opposition politique totale à la Charte 08, nous ne soutenons pas, pour l'instant, la répression qui vise ses initiateurs et ses signataires. Ces idéologues de droite ne sont manifestement pas à la tête d'un mouvement qui menacerait l'existence de l'Etat ouvrier chinois, comme c'était le cas avec Solidarnosc à l'automne 1981 en Pologne. A cette époque, nous écrivions : « [...] la menace existe aujourd'hui en Pologne d'une offensive contre-révolutionnaire pour le pouvoir. Cette menace doit être écrasée à tout prix et par tous les moyens nécessaires » (« Halte à la contre-révolution de

Solidarité », le *Bolchévik* n° 28, octobre 1981). Quand les stalinien décident de réprimer Solidarnosc, en décembre 1981, nous avons soutenu cette action. En même temps, nous avons dénoncé le nationalisme et l'incurie économique de la bureaucratie, ainsi que sa capitulation pendant des décennies devant l'Eglise catholique et d'autres forces procapitalistes, toutes choses qui avaient poussé le prolétariat polonais, historiquement influencé par les idées socialistes, dans les bras de la réaction.

En chantant les louanges du « libre marché » qui fait des ravages dans le monde entier, les intellectuels de droite de la Charte 08 ont très peu de chances de trouver le moindre écho parmi les travailleurs chinois, pour qui la « magie du marché » signifie exploitation sauvage et montée du chômage. Il y a 30 ans, alors même qu'elle vantait les mérites de la « démocratie » bourgeoise, la Charte 77 n'appelait pas à la restauration d'une économie capitaliste, parce qu'à l'époque une telle revendication aurait été un repoussoir pour la plupart des intellectuels tchécoslovaques, sans parler des ouvriers.

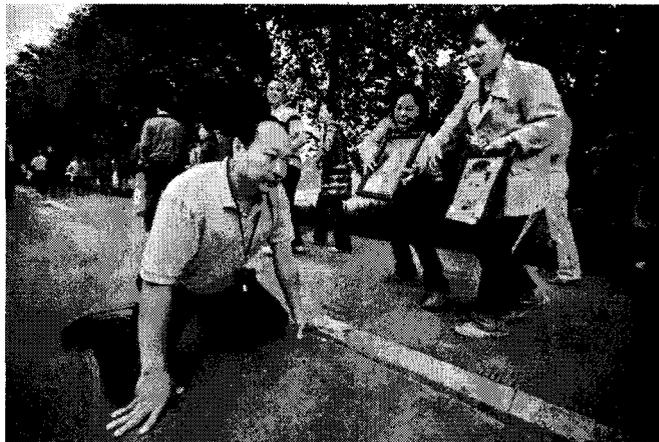
Le programme de contre-révolution « démocratique » défendu par des mouvements comme la Charte 08 doit être combattu et vaincu *politiquement* – et c'est quelque chose que la bureaucratie nationaliste du PCC est manifestement incapable de faire. La répression menée par le pouvoir stalinien ne fait aucune différence entre les contre-révolutionnaires et ceux qui s'opposent politiquement au régime bureaucratique du point de vue des intérêts historiques du prolétariat. Après la destruction du pouvoir de classe capitaliste en 1949, des centaines de trotskystes chinois qui s'étaient battus pour défendre la révolution ont été arrêtés, jetés en prison ou fusillés. Après la révolte ouvrière et étudiante de 1989, dont l'épicentre était la place Tiananmen à Pékin, le régime a exécuté des ouvriers. Nous sommes par principe contre la peine de mort, pas moins en Chine – où des milliers de personnes sont exécutées chaque année – que dans les pays capitalistes.

Dans une déclaration diffusée sur Internet le 10 février dernier, et intitulée « La vérité derrière le manifeste de la Charte 08 chinoise – le langage libéral dissimule des objectifs contre-révolutionnaires », le groupe américain Parti du socia-



Corbis

Juin 1949 – L'Armée populaire de libération défile dans Pékin. La révolution a brisé le pouvoir des propriétaires terriens et des capitalistes, mais elle a été déformée dès le début par la bureaucratie stalinienne nationaliste.



Fukada/NY Times

Mai 2008 – Le responsable du Parti communiste à Mianzhu implore les parents en colère de victimes du tremblement de terre qui a eu lieu au Sichuan l'an dernier pour qu'ils arrêtent de manifester contre la construction défectueuse des écoles.

lisme et de la libération (PSL) fait des critiques justes de la Charte 08. Mais pour le PSL, l'obstacle décisif à la contre-révolution serait la bureaucratie stalinienne : « Le gouvernement du PCC, malgré toutes ses contradictions, demeure le principal obstacle au retour de la Chine à son état antérieur d'esclavage semi-colonial. » Tout en critiquant les « réformes de marché » des dirigeants du PCC, le PSL espère que Hu Jintao et Cie reconnaîtront leur erreur et reviendront à la « voie socialiste » :

« Confrontée à une intensification de l'offensive impérialiste, la direction du PCC pourrait changer de cours, chercher le soutien de la classe ouvrière et réinstaurer des mesures socialistes.

« Bien qu'improbable, la voie vers un renouveau ou un renforcement des méthodes socialistes est possible aussi longtemps que le PCC conserve son emprise sur le pouvoir d'Etat. »

Le PSL oppose les « réformes de marché » du PCC à « la voie suivie par le Parti communiste à l'époque de Mao ». Mais « l'autosuffisance » nationale façon Mao (l'autarcie économique) et les politiques orientées vers le marché des dirigeants du PCC qui lui ont succédé étaient pour la bureaucratie stalinienne chinoise deux manières différentes de rechercher une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme mondial, dans des périodes et des contextes internationaux différents. Sous Mao, cela s'est exprimé par l'alliance grotesque avec l'impérialisme américain contre l'Union soviétique.

En réalité, la perpétuation du pouvoir du PCC *sape* la défense du pouvoir d'Etat prolétarien en Chine. Grâce à la politique du régime, une classe conséquente d'entrepreneurs capitalistes, qui ont des liens avec la bourgeoisie expatriée à Hongkong et Taïwan, a émergé en Chine continentale, même s'il lui est encore interdit de s'organiser politiquement et d'être en rivalité pour le pouvoir. Beaucoup de responsables du PCC ont des liens financiers et familiaux avec ce genre d'entrepreneurs. Contrairement à ce que prétend le PSL, la bureaucratie continue à préserver la propriété d'Etat non pas parce qu'elle s'identifie subjectivement au socialisme, mais, comme l'écrivait Trotsky dans *la Révolution traquée* (1936), « par crainte du prolétariat » – c'est-à-dire pour protéger sa position privilégiée de caste parasitaire installée au sommet de l'Etat ouvrier. Tôt ou tard, par une voie politique ou une autre, le régime stalinien amènera la Chine au bord de la contre-révolution capitaliste, et le sort du pays le plus peuplé du monde sera posé à brûle-pourpoint.

Il est instructif de réexaminer la dynamique sociale et poli-

tique de la contre-révolution dans le noyau russe de l'ex-URSS. Celle-ci n'a pas été dirigée par des intellectuels anticommunistes dissidents analogues à ceux de la Charte 08, mais par des éléments puissants issus de la décomposition de la *nomenklatura*, l'élite de la bureaucratie soviétique. Quelques années avant que Boris Eltsine prenne le pouvoir et annonce la dissolution de l'URSS, il était un dirigeant de premier plan au Kremlin. Il y a aujourd'hui plus d'un Eltsine potentiel dans les organes dirigeants du PCC. En même temps, les staliniens chinois ont tiré des leçons de la contre-révolution dans l'ex-URSS. Dans le but de prévenir un scénario similaire en Chine, les dirigeants du PCC ont poursuivi une politique de *perestroïka* (les « réformes » orientées vers le marché) sans une once de *glasnost* (démocratisation politique).

**Pour la révolution politique prolétarienne !**

Dans *la Révolution trahie*, son analyse classique de la bureaucratie stalinienne soviétique, Trotsky soulignait que « Dans l'économie nationalisée, la *qualité* suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de la louange. » La politique et les pratiques du régime du PCC créent un climat dans lequel certains des avocats de la contre-révolution « démocratique » pourraient trouver un écho, au moins parmi une couche d'intellectuels, de paysans et même auprès de certains ouvriers. En même temps, l'antagonisme de plus en plus aigu entre la bureaucratie et les masses laborieuses chinoises prépare aussi le terrain pour une révolution politique prolétarienne qui chassera les parasites staliniens du pouvoir.

Le potentiel pour un soulèvement ouvrier prosocialiste s'est révélé pendant la révolte de Tiananmen, en mai-juin 1989. Dans son article sur la Charte 08, le PSL soutient la ligne des staliniens chinois sur ces événements, qu'il qualifie de « tentative contre-révolutionnaire présentée à l'Ouest comme un "combat pour la démocratie" ». En réalité, les manifestations qui avaient initialement mobilisé des étudiants dénonçant la corruption et favorables à une libéralisation politique ont vu affluer en masse des ouvriers chinois, poussés à l'action par leurs propres griefs contre l'impact des mesures pro-marché du régime, et en particulier l'inflation.

Des assemblées ouvrières et des détachements ouvriers mobiles motorisés furent mis en place, montrant le potentiel pour l'émergence d'authentiques conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans. Les dirigeants du PCC, terrifiés par l'entrée en lutte de la classe ouvrière, finirent par déclencher une répression féroce. Mais la bureaucratie, y compris le corps des officiers, commença à se fissurer sous l'impact du soulèvement ouvrier. Les premières unités de l'armée qui furent mobilisées refusèrent d'agir, devant l'immense popularité des manifestations parmi les travailleurs de Pékin. Il fallut faire venir d'autres unités de l'armée, plus loyales envers le régime, pour perpétrer le massacre de juin 1989, dont les cibles furent dans leur écrasante majorité les ouvriers et non les étudiants. C'était là une révolution politique prolétarienne embryonnaire, noyée dans le sang par la bureaucratie stalinienne (voir « Le spectre de Tiananmen et les luttes ouvrières dans la Chine d'aujourd'hui », *Workers Vanguard* n° 836 et 837, 12 et 26 novembre 2004).

L'élément crucial qui faisait défaut, au moment des événements de Tiananmen comme aujourd'hui, c'est un authentique parti bolchévique – c'est-à-dire léniniste-trotskyiste – pour rallier les masses ouvrières derrière l'étendard de la démocratie ouvrière et de l'internationalisme communiste.



Siemens Metal & Mining

Pékin, mai 1989 – Des ouvriers rejoignent les manifestations de la place Tiananmen. Sur la banderole : « Les cœurs des ouvriers et des étudiants sont unis. »

Un tel parti sera forgé dans une lutte politique non seulement contre les courants qui émergent de la bureaucratie stalinienne en décomposition, mais aussi contre les colporteurs anticommunistes de la « démocratie » à l'occidentale, dont certains auront sans aucun doute une posture beaucoup plus à gauche que le groupe de la Charte 08.

La survie et le développement des acquis révolutionnaires de la Chine dépendent du combat pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale ainsi qu'au Japon. C'est la seule voie qui permettra une modernisation générale de la Chine, dans le cadre d'une économie planifiée internationale. Une révolution politique prolétarienne d'où émergera une Chine des conseils ouvriers et paysans sera un flambeau pour les masses ouvrières opprimées d'Asie et du monde entier ; elle donnera le coup de grâce à la propagande de la « mort du communisme » de la bourgeoisie, fera relever la tête aux masses opprimées de l'ex-Union soviétique et d'Europe de l'Est, et sera une source d'inspiration pour les ouvriers des métropoles impérialistes. Au bout du compte, c'est là la seule perspective qui pourra contrer le chant des sirènes de la « démocratie » qu'entonnent les officines soutenues par les impérialistes ainsi que les pseudo-« socialistes », les ennemis des acquis de la Révolution chinoise.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 933, 27 mars

**Pour contacter la Ligue trotskyste :**

Adresse : Le Bolchévik  
BP 135 -10  
75463 Paris Cedex 10

Paris Tél : 01 42 08 01 49  
Rouen Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : [ltfparis@hotmail.fr](mailto:ltfparis@hotmail.fr)

---

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A, Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : [spartcan@on.aibn.com](mailto:spartcan@on.aibn.com)

## Chine Charte 08 : programme pour la contre-révolution « démocratique »

En décembre dernier, un document intitulé Charte 08 a commencé à circuler sur Internet en Chine. Signé au départ par quelque 300 personnes, principalement des intellectuels et des universitaires, ce texte a aujourd'hui recueilli 8 000 signatures supplémentaires. Une traduction anglaise a rapidement été mise en circulation, et a été publiée le 15 janvier par le *New York Review of Books*. [Plusieurs traductions françaises ont été mises en ligne notamment sur le site Internet de *Rue89*, de *Courrier international* et du *Figaro*.] La Charte 08 a été acclamée par les médias capitalistes aux Etats-Unis et dans le monde entier. Un éditorial du *Financial Times* de Londres (7 janvier) y a salué « une puissante affirmation des droits de l'homme universels ». Un éditorial du *Washington Post* (30 janvier) l'a qualifiée de « nouveau mouvement pour la démocratie » en Chine.

Sous l'emballage de la « démocratie », la Charte 08 est un programme explicite pour la contre-révolution capitaliste dans l'Etat ouvrier déformé chinois. Ses initiateurs cherchent à imiter les dissidents d'Europe de l'Est soutenus par les impérialistes, qui se réclamaient des « droits de l'homme » et qui ont été le fer de lance des contre-révolutions dans l'ex-bloc soviétique en 1989-1992. La Charte appelle à des « élections libres », un mécanisme politique devant permettre à des partis favorables à la restauration du capitalisme d'accéder au pouvoir gouvernemental. Elle réclame la privatisation du noyau collectivisé de l'économie chinoise – les entreprises d'Etat – ainsi que de la terre. Bref, c'est un programme de démantèlement des acquis sociaux de la Révolution de 1949 qui, s'il était appliqué, plongerait de nouveau la Chine dans l'assujettissement et l'exploitation impérialistes.

La Charte 08 soutient rétrospectivement le Guomindang (Parti nationaliste) de Chiang Kai-shek, qui était soutenu par les impérialistes, contre le Parti communiste chinois (PCC) dans la guerre civile de la fin des années 1940 : « La victoire sur le Japon, en 1945, donna une nouvelle chance à la Chine pour évoluer vers un gouvernement moderne, mais la victoire communiste sur les Nationalistes lors de la guerre civile plongea la Chine dans le totalitarisme. »

La Révolution chinoise de 1949 a été une révolution sociale progressiste d'importance historique. Des centaines de millions de paysans se sont soulevés et ont pris possession de la terre sur laquelle leurs ancêtres avaient été exploités depuis la nuit des temps. La création d'une économie planifiée centralisée et collectivisée a jeté les bases d'immenses progrès sociaux. La révolution a permis aux femmes de formidables avancées par rapport au statut misérable qui était auparavant le leur et qui était enraciné dans le vieil ordre



Getty

Mai 2006 : George Bush reçoit les dissidents chinois anti-communistes défenseurs des « droits de l'homme » Li Baiguang, Wang Yi, Yu Jie (de gauche à droite), aujourd'hui signataires de la Charte 08.

confucéen, avec des pratiques comme le mariage forcé et le concubinage. Une nation qui avait été ravagée et divisée par les puissances étrangères fut unifiée et libérée du joug impérialiste.

Cette révolution était toutefois déformée dès son origine sous le régime du PCC de Mao Zedong, une caste bureaucratique nationaliste installée au sommet de l'Etat ouvrier. Contrairement à la Révolution d'octobre 1917 en Russie, qui avait été le fait d'un prolétariat doté d'une conscience de classe et guidé par l'internationalisme bolchévique de Lénine et Trotsky, la Révolution chinoise a été le résultat d'une guerre de guérilla paysanne menée par les forces stalinienno-nationalistes de Mao. Prenant modèle sur la bureaucratie stalinienne qui avait usurpé le pouvoir en URSS, Mao et ses successeurs, y compris le régime actuel de Hu Jintao, ont toujours prêché l'idée profondément antimarxiste que le socialisme – une société égalitaire sans classes, basée sur l'abondance matérielle – pourrait être construit dans un seul pays. En pratique, le « socialisme dans un seul pays » a signifié la conciliation de l'impérialisme mondial et l'opposition à la perspective de la révolution ouvrière internationale, qui est indispensable pour avancer vers le socialisme.

En tant que trotskystes, nous prenons position pour la

Suite page 19

**Défense de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois !  
Pour la révolution politique prolétarienne !**